

• revue bimestrielle
d'information
et d'analyse

politikā

avril
mai
2021

#22



Annick Ratsiraka

«L'un des torts de mon père
était d'avoir eu raison trop tôt»

BILAN À MI-MANDAT

TOUT EST

SOUS-CONTRÔLE ?

- Des citoyens, des politiciens, des membres de la société civile évaluent la mi-mandat de Andry Rajoelina
- Découvrez les résultats de l'étude exclusive que nous avons menée sur la mi-mandat de Andry Rajoelina

SOMMAIRE

BILAN À MI-MANDAT

TOUT EST

SOUS-CONTRÔLE ?

ÉTUDE

4 Bilan à mi-mandat. Évaluation à deux ans du régime.

BILAN POLITIQUE

16 Le grand débat. Michel Domenichini Ramiaramanana (Vice-président d'Émergence Madagascar) et Ny Riana Andriamasinoro (Secrétaire général du TIM)

22 Entretien. Augustin Andriamananoro, Directeur général des projets présidentiels : « Nous ne souhaitons pas nous contenter des effets d'annonce »

27 Opinion. Bilan politique. Une mi-mandat caractérisée par le vide institutionnel

28 Opinion. Décentralisation. La centralisation ouvre la voie au népotisme et au clientélisme politique

30 Entretien. Annick Ratsiraka, Secrétaire nationale de l'Arema. « L'un des torts de mon père était d'avoir eu raison trop tôt »

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

35 Opinion. Croissance. Une situation économique mitigée

36 Entretien. Thierry Rajaona, président du GEM. La plupart des projets d'infrastructures en cours ne sont pas des investissements positifs

39 Entretien. Noelson Rabearivelo, syndicaliste, PCA du FMFP. « Le développement de l'emploi n'est point à l'ordre du jour »

42 Opinion. Mirado Rakotoharimalala, Secrétaire général de l'Orange Pro League. « Il nous manque une politique des sports étudiée et cohérente »

45 Opinion. Personnes en situation de handicap. Un bilan effroyablement vide

NOTA BENE

46. L'hiver allemand arrive



Mi-mandat, demi-mesure

Deux ans et demi. Le temps file à toute allure. On se souvient encore des trois candidats qui rivalisaient de puissance financière et qui sillonnaient les quatre coins de l'île essayant de convaincre les électeurs, avec leur slogan, leur musique entêtante, à coups de millions et des tonnes de promesses. Aujourd'hui, le retour de bâton est douloureux pour le vainqueur du second tour qui est, semble-t-il, lié à ses promesses, pour le meilleur et pour le pire. Changer le cours de l'histoire. La promesse était belle et alléchante sur papier avec le Plan pour l'émergence de Madagascar (PEM) comme locomotive. Sauf que le PEM censé mettre – remettre selon le locataire d'Ambohitsorohitra – le pays sur les rails n'a pas encore vu le jour.

Il faut remettre l'émergence dans le contexte : elle ne se décrète pas à coup de communication ou à coup de discours. Elle se décline en un projet de société et à travers des investissements. Pour atteindre le niveau de croissance des pays qui servent d'exemple en termes d'émergence, par exemple, il faudrait investir l'équivalent de 30% du Produit intérieur brut (PIB) par an. D'une manière plus globale, la Grande île a besoin d'une croissance à deux chiffres pour pouvoir sortir de l'extrême pauvreté. Ce qui paraît aujourd'hui utopique. L'émergence ne sera une réalité que quand des mutations socioéconomiques profondes seront palpables avec des emplois décents pour tous, l'apparition d'une « vraie » classe moyenne, l'accès aux services sociaux de base, comme la santé, l'inclusion des femmes et des minorités dans toutes les sphères décisionnelles... Nous sommes loin du compte. Sortir de l'ornière en un mandat relevait (relève) de la gageure, d'autant plus que la crise sanitaire aura un impact sur le long-terme sur le secteur productif qui n'a guère bénéficié de mesures solides pour la relance. Or, si l'administration veut atteindre les objectifs de croissance, le secteur privé devrait être un allié de poids. Pour une réelle émergence, les demi-mesures sont à bannir.

Le modèle de l'administration Andry Rajoelina ne diffère guère de ce qu'une ribambelle de pays africains tente de faire. Sur 54 pays africains, 37 ont lancé un plan visant à devenir un « émergent » à moyen terme, en remplacement du mot « développement » devenu moins « bankable » auprès des investisseurs.

En deux ans et demi, nous aurions tout vu, ou presque. L'émergence a été cuisinée à toutes les sauces que les pratiques politiques n'aient que peu changées : malgré une cérémonie d'installation qui a été placée sous les auspices de la laïcité, les rapports entre l'État et la sphère religieuse n'ont pas changé, le Président a pris part à un méga culte dénommé « action de grâce pour le pays », malgré les remaniements, certains ministres qui se sont illustrés par leur manque relatif de maîtrise – voire de méconnaissance – des dossiers n'ont pas (encore) été remerciés. Les parlementaires semblent vouloir réduire à leur portion la plus congrue les avancées en matière de la lutte anti-corruption à travers une loi sur les Pôles anti-corruption (Pac) tant décriée alors que la corruption et le népotisme règnent encore.

Aujourd'hui, le pouvoir s'est davantage concentré entre les mains du chef de l'État, en écho à la mainmise des Orange sur toutes les institutions au bénéfice d'une véritable rafle sur tous les postes électifs. Comme l'histoire de la République nous l'a appris, l'omniprésence d'une majorité au sein de l'institution et des chambres est bien souvent la porte ouverte à tous les excès. Nous avons encore en tête la demande très explicite d'un parlementaire pour que ses connaissances soient recrutées lors d'une séance en ligne de l'Assemblée nationale.

Le président de la République a voulu marquer d'une pierre blanche sa mi-mandat en se lançant dans une sorte de campagne électorale. On le voit ne ménageant pas ses efforts pour colmater les brèches, pour tenter de sauver les meubles... pour allonger de nouveau sa liste de promesses. P

Raoto Andriamanambo

Politikā est une publication de



La reproduction, même partielle, des articles et illustrations parus dans Politikā est interdite sans l'autorisation écrite de l'éditeur. Politikā décline toute responsabilité pour les documents remis.

Les opinions exprimées dans la revue sont individuelles et n'engagent que leur auteur.

FRIEDRICH-EBERT-STIFTUNG
DIRECTEUR DE PUBLICATION
Constantin GRUND

DIRECTEUR DE PUBLICATION
ADJOINT
John MIANDRARIVO

COMITÉ DE LECTURE
Aina BOVEL
Hanitra RAHARINOSY
Hanta ANDRIANASY
John MIANDRARIVO
Tiana Claudia RASOARLJON

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Sandy RAZAFINDRABE

ASSISTANTES DE PROJET
Dominique
RAMANDIMILAHATRA
Onje Fanoitra
RAKOTOMALALA

BECOM EDITIONS ET
COMMUNICATION
DIRECTEUR GÉNÉRAL
FONDATEUR
Tanteliamiza
RAKOTOMALALA

DIRECTEUR DE CRÉATION
Toly RAJAONA

RÉDACTEUR EN CHEF
Andriamanambo RAOTO

MISE EN PAGE ET INFOGRAPHIE
Dinarimalala

ÉQUIPE PERMANENTE
Hilda HASINJO
Karina ZARAZAFY
Van-Lee BEHAJA

COLLABORATEURS
Cabinet ATW
Chantal Rahalison
RAMANANKASINA
Fano ANDRIAMAHEFAZAFY
Harilanto
RAVELOMANANTSOA
José BELALAHY
Juvence RAMASY
Mahajoro REKANY

Mboliana RAVELOARIMISA
Tsilavo Manantsoa
HERIMANJAKA

PHOTOS
Ihandy RANDRIAMARO

info@politikā.mg
Site web : www.politikā.mg
Friedrich-Ebert-Stiftung,
Villa Martrat, Ankadifotsy,
Antananarivo 101, Madagascar
Tel : 020 22 344 24
Site web : www.fes.mg

Étude

Évaluation à deux ans du régime

Pour Politikà, le cabinet d'études ATW a mené une étude portant sur l'évaluation des deux années de l'administration Andry Rajoelina. En complément avec les commentaires du cabinet, deux chercheurs, Chantal Rahalison Ramanankasina et Juvence Ramasy ont également apporté leurs analyses pointues. Nous vous livrons dans ce numéro, les résultats de cette étude.

CABINET ATW

La date du 19 janvier 2019 a marqué l'instauration d'un nouveau régime à Madagascar, suite à l'élection présidentielle. Ce nouveau régime atteint sa deuxième année le 19 janvier 2021. La FES Madagascar, par l'intermédiaire d'ATW, a donc œuvré pour une deuxième évaluation à travers l'opinion publique afin, d'une part, pouvoir mesurer l'implication de la population par rapport à la politique, à travers des indicateurs précis, mais aussi d'instaurer au sein de cette même population une culture de sondage pouvant constituer un outil de base à la prise de décision pour le régime politique en place.

CONTEXTE ET OBJECTIF DE L'ÉTUDE

En se basant sur les objectifs de l'Initiative de Madagascar, projet de société du régime en place, ce rapport essaiera de faire un état des lieux sur les réalisations en deux ans d'exercice du pouvoir. Sommes-nous en bonne voie? Nous apporterons des éléments de réponse en utilisant un cadre séquentiel partiel d'analyse des politiques publiques, sur la base théorique de Pierre Muller (Muller, 2009), spécialiste dans le domaine. Selon ce professeur, chercheur et auteur, les politiques publiques se définissent dans le temps suivant cinq points. L'identification du problème : soit le moment où un problème public trouve sa place dans l'agenda politique. Dans le contexte de cette étude, cette identification est supposée avoir été faite avant les élections présidentielles, et l'établissement du programme

d'action du gouvernement actuellement en place, comme retranscrit dans la première partie du document présentant le programme. Le développement du programme: qui est la phase du traitement des problèmes identifiés et la formulation des politiques correspondantes. Dans le contexte de cette étude, le programme est l'Initiative pour l'émergence de Madagascar.

La mise en œuvre du programme: qui est la concrétisation et la réalisation des plans théoriques établis. Dans le contexte de cette étude, nous sommes donc actuellement à deux ans de mise en œuvre du programme.

L'évaluation du programme: qui, selon Pierre Muller, «est une phase préterminale de mise en perspective des résultats du programme. Elle comprend la spécification de critères de jugements, la mesure des données, leur analyse et la formulation de recommandations». Cette étude est donc à ce stade de l'analyse, un point de situation entre ce qui a été prévu et ce qui a été fait. Pour ce faire, trois secteurs sont considérés: la démocratie, les conditions générales de vie socioéconomiques de la population et la situation de la Commune urbaine d'Antananarivo. Un détour sera également fait sur un point qui n'a pas été prévu: la crise sanitaire liée au coronavirus.

La terminaison du programme: qui est la phase de clôture de l'action publique.

Comme l'objectif de l'étude est de faire un état des lieux de la situation actuelle par rapport au début du

régime, une analyse comparative sera effectuée. Nous prendrons les résultats de l'évaluation de 2019 pour situer les résultats de 2021.

MÉTHODOLOGIE D'ENQUÊTE

La période de l'enquête s'est déroulée entre le 22 février et le 20 mars 2021¹. La méthode d'échantillonnage s'est appuyée sur une approche quantitative. Le type de sondage s'est basé sur des appels téléphoniques suivant un tirage aléatoire avec rotation par opérateur téléphonique.

En termes de taille d'échantillon, l'étude a été menée auprès de 2 515 personnes ayant accès au réseau téléphonique et réparties sur les six ex-provinces. 2 515 individus représentatifs de la population: la précision des résultats est égale à plus ou moins 2%.

Des résultats sont présentés selon les profils (âge, classification sociale, niveau d'éducation) quand ceux-ci sont statistiquement significatifs (test du khi2, en statistique, un test du khi2 est un test statistique où la statistique de test suit une loi du χ^2 sous l'hypothèse nulle, *NDLR*). Les croisements non significatifs ne sont pas présentés.

Enfin, les pourcentages ont été arrondis au plus proche pour avoir un confort de lecture. P

RÉFÉRENCE

¹ Les résultats de l'étude similaire, qui s'est déroulée en 2019 a servi de baseline



LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DE ANDRY RAJOELINA A PLUS REPOSÉ SUR DES PROMESSES DE RÉSULTATS QUE DES PROMESSES DE MOYENS

C'est à un exercice inédit pour nous que nous nous prêtons en ayant accepté d'analyser et d'interpréter une partie des résultats du sondage sur le bilan à mi-mandat du Président Andry Rajoelina. Nos propos sont ceux d'une citoyenne revêtue des habits d'une universitaire procédant avec un esprit libre et beaucoup d'humilité, dénuée, autant que faire se peut de partisanisme et de sectarisme.

Notre analyse et notre interprétation sont sans nul doute parcellaires puisqu'une telle tâche est nécessairement pluridisciplinaire et appelle donc à l'intervention d'autres compétences pour être la plus complète possible. Sur certains points, des questions sont posées sans que des réponses tranchées n'aient pu être apportées.

NIVEAU D'OPTIMISME

Selon vous, comment vos conditions de vie seront-elles d'ici un an ?



1%
Très Bien



2%
Bien



6%
Assez bien



38%
Assez mal



19%
Mal



14%
Très mal



20%
NSP

PERCEPTION DU NIVEAU DE VIE : COMMENT CONSIDÉREZ-VOUS VOS CONDITIONS DE VIE PAR RAPPORT AU DÉBUT DE L'ANNÉE 2020?

Commentaire du cabinet ATW : À une majorité de 53%, la population trouve que les conditions de vie actuelles sont mauvaises.

Chantal Rahalison Ramanankasina : À une majorité de 53%, la population trouve que les conditions de vie actuelles sont mauvaises depuis l'investiture de Andry Rajoelina. Ceci laisse entendre que la majorité est confrontée à des difficultés quotidiennes qui ne datent pas nécessairement du début du mandat de Andry Rajoelina, mais qui s'inscrivent dans l'état de pauvreté structurelle du pays. Madagascar fait partie des pays les plus pauvres du monde et cette situation qui perdure déjà depuis plusieurs années continue sous le régime de Andry Rajoelina.

Ainsi, à mi-mandat, Andry Rajoelina n'a pu rien changer de ce point de vue. Ni les politiques menées jusqu'à ce jour ni les dispositifs ponctuels de soutien qui ont pu être mis en place depuis son accession au pouvoir n'ont impacté de manière significative les conditions de vie de la majorité de la population. Nous notons que ce taux de 53% se trouve en décalage et est moindre par rapport au taux de pauvreté tel qu'il ressort des chiffres officiels donnés par des institutions telles que la Banque mondiale ; 74,3% en 2019, 77,4% en 2020. Décalage que l'on pourrait expliquer par le fait que l'appréciation des conditions de vie par les enquêtés peut aller au-delà d'un aspect purement monétaire. Il y a nécessairement une perception très subjective et une part d'affect dans ce que l'on peut considérer comme faisant partie des conditions de vie bonnes ou mauvaises. Se sentir libre, respirer de l'air pur, pouvoir jouir de beaux paysages, d'espaces propres, pouvoir pratiquer sa foi, avoir un accès à internet, etc. sont autant d'éléments d'appréciation d'une bonne condition de vie. À l'inverse, peuvent entrer en ligne de compte dans les mauvaises conditions de vie des considérations comme l'existence de délestage, d'embouteillage, de pollution, d'insécurité... D'ailleurs, il est d'ailleurs communément admis que la pauvreté est un phénomène complexe qui revêt de nombreuses dimensions et qui ne peut être réduit à une simple expression monétaire c'est-à-dire à un niveau insuffisant de ressources économiques pour vivre de façon décent. Le chiffre de 53% des enquêtés considérant leurs conditions de vie comme mauvaises peut être considéré comme une

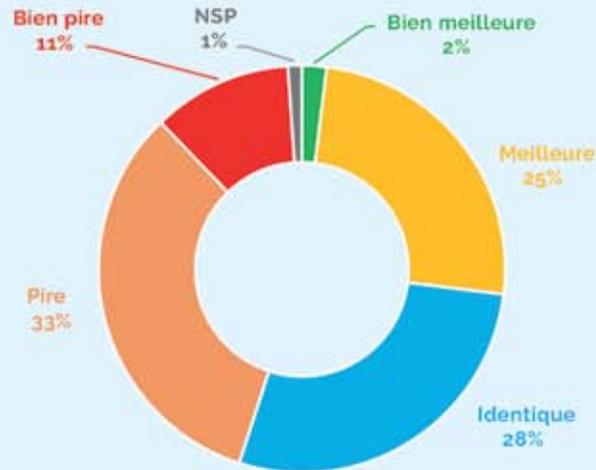
insatisfaction de la majorité de la population à l'égard du Président Andry Rajoelina au regard notamment des espérances qu'ont suscitées les images de sa campagne électorale et de la figure dynamique qu'il avait incarnée alors. Il reste que 46% des enquêtés considèrent que leurs conditions de vie sont assez bonne, voire bonne ou très bonne. Ce pourcentage de 46% apparaît assez élevé au regard toujours des chiffres qui situent au-delà de 70% le pourcentage de la population vivant sous le seuil de pauvreté. Il y aurait donc des « pauvres » qui se satisfont de leurs conditions de vie. On peut y voir, quelque part, une certaine résilience voire résignation, acceptation ou même un aveuglement d'une frange de la population aidée pour certains par leur foi. Pour d'autres, il peut s'agir d'une fidélité ou d'un engagement politique conduisant à une forme d'enthousiasme, voire d'extase qui les a ravis à eux-mêmes, mais en les aveuglant sur la réalité sociopolitique et leurs propres conditions.

C'est d'ailleurs cette résilience, voire résignation qui fait que le Malgache ne se révolte pas ou peu pour des raisons sociales contrairement à ce que l'on a pu voir dans d'autres pays d'Afrique. Ceci étant, les mauvaises conditions de vie constituent le substrat d'un désir d'alternance, de changement. Elles peuvent aller jusqu'à de la colère avec le risque d'aboutir à une « révolte » et à une crise dès lors qu'elles s'agrègent à d'autres considérations plus politiques. Il est difficile de situer le point de colère qui peut faire basculer un ordre établi. Mais nul doute qu'il existe.

PERCEPTION DU NIVEAU DE VIE : COMMENT CONSIDÉREZ-VOUS VOS CONDITIONS DE VIE PAR RAPPORT AU DÉBUT DE L'ANNÉE 2020?

Commentaire du cabinet ATW : À 44%, la majorité trouve que les conditions de vie sont pires qu'en début 2020. L'indicateur de perception du niveau de vie est négatif. Indicateur de perception : -17%.

PERCEPTION DU NIVEAU DE VIE



Cet indicateur est obtenu par le delta des réponses positives et des réponses négatives. Il peut être suivi de manière périodique pour en connaître l'évolution.

Chantal Rahalison Ramanankasina :

Le début de l'année 2020 marque le commencement de la crise sanitaire avec l'état d'urgence sanitaire et les mesures qui l'ont accompagné (en l'occurrence le confinement). 44% des enquêtés trouvent que les conditions de vie ont empiré par rapport au début de l'année 2020. C'est-à-dire que pour ces 44%, les filets de sécurité sociaux, dont les critères pour en bénéficier sont restés dans une certaine opacité, se sont avérés insuffisants quantitativement et qualitativement. C'est l'un des aspects non satisfaisants de la gestion de la Covid-19 par le régime de Andry Rajoelina et qui peut susciter des questionnements. On note cependant que le pourcentage de 44% des enquêtés qui pensent que leurs conditions de vie se sont empirées peut être considéré comme assez bas, dans la mesure où l'on s'accorde à dire qu'il y a eu pendant cette période une augmentation significative du coût de la vie. Le prix du riz aurait doublé pendant la pandémie et quatre habitants sur cinq sont actuellement en situation de « stress alimentaire ». Les chiffres de la Banque mondiale disent également que le taux de pauvreté a augmenté au cours de l'année 2020 en raison de la crise sanitaire, que près de 1,4 million de personnes est tombé sous le seuil de pauvreté (à 1,9 dollar par jour) l'année 2020, ce qui porte le taux de pauvreté à 77,4%, son niveau le plus élevé depuis 2012... que l'intensité de la

récession est comparable à celle de la crise politique de 2009... qu'au cours du premier semestre de l'année, 64% des ménages ont signalé une perte de revenus et 97% des entreprises une baisse de la demande de leurs produits et services. Pourtant, curieusement, le ressenti de la majorité des enquêtés révèle que la crise sanitaire n'a pas affecté négativement leurs conditions de vie, puisque 28% considèrent qu'elles sont restées les mêmes, 27% ont même perçu une amélioration. Comment expliquer ce ressenti en décalage total avec les chiffres officiels si ce n'est à travers la résilience de la population malgache déjà évoquée ? C'est comme si une partie de la population s'est déjà habituée et s'est résignée à la pauvreté. Il est vrai que « les pauvres peuvent s'habituer à la dureté de leur situation au point de ne plus en ressentir la difficulté ». On sait par ailleurs que l'utilisation d'une mesure subjective et du « ressenti des individus pour apprécier leur bien-être peut conduire à sur estimer leur bien-être réel ». Pour trouver une autre explication au décalage entre les chiffres réels et le ressenti des enquêtés sur la question, il est permis de se poser la question sur un aspect particulier de la gestion de la pandémie qui aurait pu avoir un effet positif. Même s'il n'est pas prouvé scientifiquement que le Covid-Organics a changé le cours des choses, peut-on penser que la publicité autour aurait eu un effet psychologique de rassurer la population, lui donnant le sentiment que la situation aurait pu être pire, et lui faisant ainsi oublier quelque peu et au moins pour un temps les désagréments de la crise ?

PERCEPTION DU NIVEAU DE VIE PAR PROVINCE. COMMENT CONSIDÉREZ-VOUS VOS CONDITIONS DE VIE PAR RAPPORT AU DÉBUT DE L'ANNÉE 2020 ?

Commentaire du cabinet ATW : Seul Toliara a des réponses positives supérieures aux réponses négatives par rapport à la question.

Chantal Rahalison Ramanankasina : Les résultats donnés par ce graphique doivent être analysés à la lumière du précédent. Il faut rappeler que 44% des enquêtés dans leur globalité ont considéré que leurs conditions de vie ont empiré. En regardant par province, c'est Antananarivo qui a ressenti le plus durement la dégradation du niveau de vie, suivi d'Antsiranana, de Toamasina, de Mahajanga et de Fianarantsoa. Toliara ne ressent pas la dégradation du niveau de vie. On comprend aisément pourquoi la province d'Antananarivo arrive en première ligne, puisqu'avec la crise sanitaire, « l'arrêt brutal de l'activité économique a entraîné une augmentation significative de l'extrême pauvreté, et ce sont les populations vulnérables des zones urbaines qui ont été particulièrement touchées ».

LA SITUATION POLITIQUE ET LES CONDITIONS DE VIE DEPUIS L'INVESTITURE D'A. RAJOELINA



ÉVOLUTION

Perception du niveau de vie



Indicateur d'optimisme

PERCEPTION DU NIVEAU DE VIE : COMMENT CONSIDÉREZ-VOUS VOS CONDITIONS DE VIE PAR RAPPORT AU DÉBUT DE L'ANNÉE 2020 ?

Commentaire du cabinet ATW : Lorsqu'en 2019 il a été demandé aux enquêtés comment ils voyaient leur vie dans un an, le niveau d'optimisme était de 68% (les réponses positives étaient plus nombreuses que les réponses négatives). Actuellement, deux ans après, l'indicateur de perception du niveau de vie est de -17% (les réponses négatives sont supérieures aux réponses positives). Les conditions de vie actuelles ne sont donc pas à la hauteur des attentes formulées par les enquêtés en 2019. Quels problèmes restent-ils à résoudre pour améliorer la situation ?

Chantal Rahalison Ramanankasina : En 2019, il avait été demandé aux enquêtés comment ils voyaient leur vie dans un an. Le niveau d'optimisme était alors de 68%. Une alternance politique emporte très souvent de grandes espérances et de l'enthousiasme. Cela a été le cas avec l'avènement au pouvoir de Andry Rajoelina en 2019. Deux ans après, eu égard aux conditions de vie, l'optimisme s'est mué en pessimisme. L'« état de grâce » semble donc bel et bien terminé pour Andy Rajoelina. On pourrait voir un certain paradoxe entre le fait qu'une majorité de la population n'ait pas vraiment

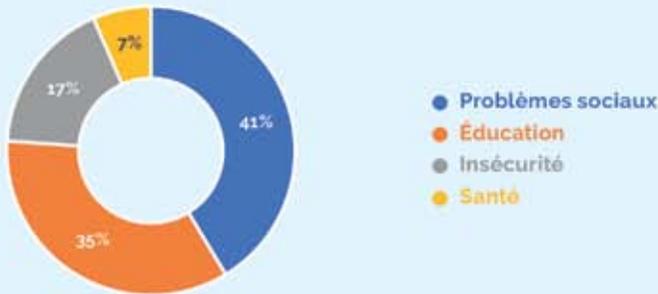
perçu une dégradation de ses conditions de vie par rapport au début de l'année 2020 (voir perception de niveau de vie p.6), et le fait qu'elle soit pourtant pessimiste pour la suite.

Le paradoxe n'est qu'apparent, car le pessimisme peut s'expliquer par l'impatience de la population au regard du rythme du changement et de la réalisation des promesses qu'on lui a fait miroiter dans tous les secteurs de la vie du pays (le plus emblématique est sans doute Tanà-Masoandro, Miami...). La difficulté est grande pour Andry Rajoelina, car sa campagne électorale s'est plus reposée sur des promesses de résultats que de moyens, rendant ainsi les jugements plus sévères. La déception est alors à la hauteur de l'ampleur des promesses.

Les discours du type « nous allons faire en cinq ans ce qui n'a pas été fait en 60 ans » ou « nous avons fait en deux ans ce que d'autres n'ont pas pu faire en sept ans » accentuent l'impatience des gouvernés et sapent la crédibilité de la parole même de Andry Rajoelina. On sait que les attentes sociales de la population restent insatisfaites. Une stratégie consistant à être dans le déni, à camoufler les échecs et à ne vanter que les « zava-bitra » ne peut marcher qu'un temps, car *in fine* les gouvernants sont jugés pour ce qu'ils ont réalisé, certes, mais aussi pour ce qu'ils n'ont pas réalisé.

L'usure du pouvoir peut se ressentir même à mi-mandat. Ce peut être une autre explication susceptible d'être avancée sur ce pessimisme de la population. On connaît bien ce phénomène en politique qui se caractérise par la lassitude des électeurs à l'égard des politiques au pouvoir après un certain temps. Les gouvernés veulent du changement, une nouvelle approche. Plus encore, on ne peut exclure de notre interprétation la mauvaise image qui se colle souvent aux gouvernants, ici comme ailleurs, du « tous pourris ». Dans une atmosphère de pessimisme, continuer à faire de nouvelles promesses alors que les précédentes n'ont pas été réalisées n'apporte rien si ce n'est un risque d'augmentation de la défiance.

PROBLÈMES PRIORITAIRES À RÉSOUDRE



PROBLÈMES PRIORITAIRES À RÉSOUDRE À MADAGASCAR : CITATION SPONTANÉE PAR LES ENQUÊTÉS.

Commentaire ATW : Les problèmes identifiés depuis 2019 ont augmenté en quantité et en nature, mais les principaux identifiés sont les problèmes sociaux en général, l'éducation, l'insécurité et la santé.

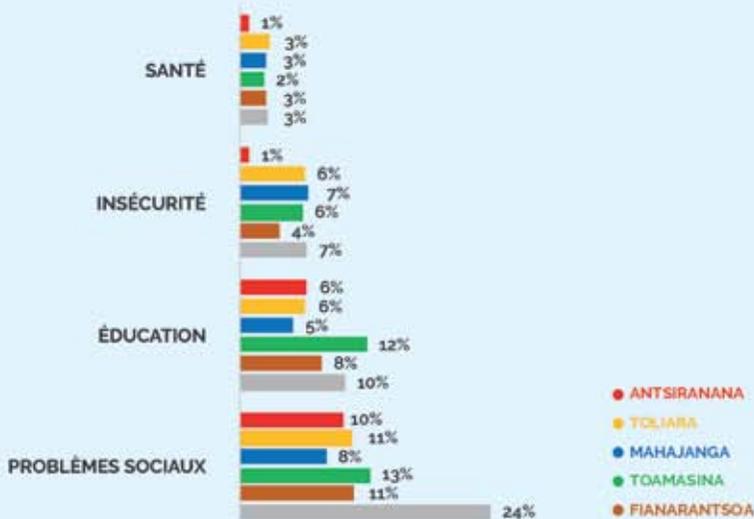
Chantal Rahalison Ramanankasina : Ce graphique nous renseigne sur les quatre problèmes que les enquêtés considèrent comme à résoudre en priorité. Il s'agit des problèmes sociaux : éducation, sécurité, santé et emploi. Par problèmes sociaux, sans doute faut-il entendre la lutte contre la précarité de différents groupes et/ou communautés (les pauvres, les vieux, les jeunes, les femmes, les personnes en situation de handicap). Ces priorités énoncées spontanément reflètent bien l'état de pauvreté du pays lui-même et de la population.

C'est donc sur le domaine social en général que Andry Rajoelina est le plus attendu. Notamment sur ses « *velirano* » (1, 4, 5, 6) sur la santé, l'éducation, la sécurité, l'emploi. La question de la précarité n'est pas évoquée directement dans les « *velirano* ». L'enjeu pour le chef de l'État est clair : adapter son action et son offre politique pour bien finir son mandat et préparer l'élection pour un deuxième mandat qu'il va fort probablement briguer, et tout cela à une vitesse grand V comme il l'a dit.

L'écart entre l'attente des populations et ce qui est réalisé ou ce qu'elles ont reçu effectivement peut cristalliser des mécontentements. Pour caricaturer la situation et sans porter de jugement de valeur, si la population attend des écoles, mais qu'on lui offre un stade, une frustration naîtra. Les commentaires sarcastiques, voire la colère (exprimée notamment sur les réseaux sociaux), concernant les « *kapoaka manara-penitra* » en réponse à la flambée du riz, sont un exemple caricatural ; car si la mesure n'était pas nécessairement mauvaise en soi, le décalage entre les attentes et la réponse inadéquate faisait de la mesure une simagrée. Cependant, les circonstances s'avèrent compliquées pour Andry Rajoelina, car sa capacité à répondre aux attentes sociales est contrainte par différents paramètres : l'ampleur de la tâche proprement dite de par le nombre important des personnes dans une situation de précarité, les moyens nécessairement limités, la pluridimensionnalité et la transversalité des mesures à prendre qui sollicitent l'intervention de nombreux acteurs, et le temps.

En tout premier lieu, ces attentes énoncées appellent à la définition d'une véritable politique publique sociale globale et d'envergure. C'est sur ce point que nous situons le grand échec de Andry Rajoelina à mi-mandat. On ne voit pas très bien le fil conducteur de la politique sociale par rapport aux différents groupes sociaux. Les réalisations semblent se cantonner à des « actions sociales saupoudrées » d'une part (donation par-ci, donation par-là), le régime prenant alors le rôle des associations, de la société civile et à des séquences de projet de petite ou de moyenne envergure d'autre part, tel le projet « *Fihariana* » (le programme national d'entrepreneuriat pour les jeunes) ou plus récemment le lancement du projet « Titre vert » pour de jeunes agriculteurs modernes. Ces actions mises bout à bout ne peuvent pas constituer une politique sociale, l'un des talons d'Achille de Andry Rajoelina. Dans un domaine considéré comme priorité numéro un de la population, il n'apporte pas, semble-t-il, une réponse globale et cohérente.

PROBLÈMES PRIORITAIRES À RÉSOUDRE PAR PROVINCE



PROBLÈMES PRIORITAIRES À RÉSOUDRE À MADAGASCAR SELON CHAQUE PROVINCE : CITATION SPONTANÉE PAR LES ENQUÊTÉS

Chantal Rahalison Ramanankasina : Les domaines prioritaires et l'ordre de priorité restent quasiment les mêmes, quelle que soit la province concernée. Il n'y a qu'à Mahajanga où la question de l'insécurité passe avant celles d'éducation. Ceci vient confirmer le grand défi qui attend Andry Rajoelina et qui concerne le social. Ce graphique vient renforcer l'idée de la nécessité d'une politique globale pour traiter les domaines prioritaires puisque le problème est général.

LA SITUATION POLITIQUE ET LES CONDITIONS DE VIE DEPUIS L'INVESTITURE D'A.RAJOELINA



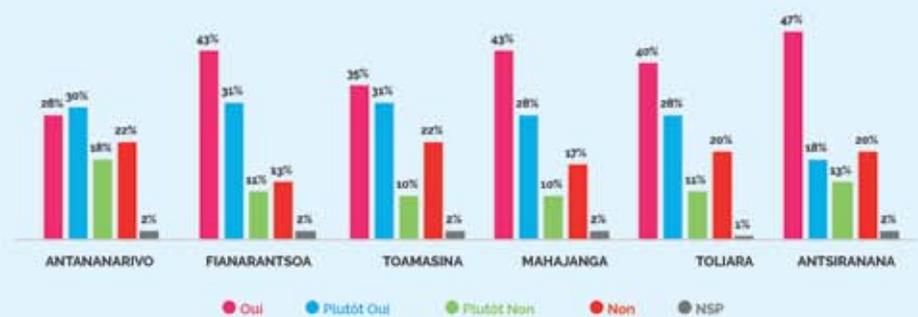
INDICE DE PRIORITÉ DES PROBLÈMES À RÉSOUDRE À MADAGASCAR - PAR PROVINCE (LISTE DE PROBLÈMES CITÉS PAR L'ENQUÊTEUR)

Chantal Rahalison Ramanankasina :
L'indice de priorité des problèmes à résoudre vient confirmer que les priorités sont très fortement liées au niveau de pauvreté et de développement socioéconomique individuel et national. Ainsi, on ne s'étonne guère que les domaines liés au social obtiennent un indice élevé. Les préoccupations liées à des questions telles que la corruption (7,7), le changement climatique (6,8), l'efficacité des services publics (7,4), restent moins importants aux yeux des enquêtés, même si elles ne sont pas dénuées de lien avec les conditions matérielles de vie. En filigrane des priorités énoncées, que nous disent les enquêtés ? Ils veulent accéder à des ressources et des outils nécessaires pour pouvoir jouir d'un niveau de vie convenable, avoir des revenus décents. Cela suppose donc des mécanismes et des dispositifs pérennes et non des interventions « pompier ».

IMPRESSION DE BONNE GOUVERNANCE DEPUIS L'INVESTITURE



IMPRESSION DE BONNE GOUVERNANCE DEPUIS L'INVESTITURE



IMPRESSION DE BONNE GOUVERNANCE DEPUIS L'INVESTITURE
QUESTION : AVEZ-VOUS L'IMPRESSION QUE DEPUIS L'INVESTITURE DU NOUVEAU PRÉSIDENT LE PAYS SE DIRIGE DANS LA BONNE DIRECTION ?

Chantal Rahalison Ramanankasina : 63% de la population trouve que le pays se dirige dans la bonne direction depuis l'investiture du Président en termes de bonne gouvernance. Ce peut être un bon point pour Andry Rajoelina. Il nous semble que la bonne gouvernance telle qu'elle est comprise ici correspond à une notion de l'homme de la rue, synonyme d'une « bonne implication dans la gestion du pays ». Ce chiffre de 63% de bonne impression s'explique notamment par l'omniprésence de Andry Rajoelina, pour ne pas dire l'hyper présidence ou la posture jupitérienne. Il est sur tous les fronts et en première ligne, du moins, c'est ce qui ressort en termes d'image, et cela rassure : il y a un pilote dans l'avion, Andry Rajoelina est aux commandes.

Paradoxalement, cette image du chef de l'État en première ligne et sur tous les fronts emporte le risque pour Andry Rajoelina d'un effet boomerang. En soi, une surmédiatisation participe à la

déconstruction d'une image et accélère l'usure du pouvoir vu du côté gouverné en cas de désenchantement de la population sur les réalisations du régime et qui se profile eu égard au pessimisme de la population. L'hyper présidentialité expose totalement le Président et le rend seul et pleinement responsable et comptable de tous les malheurs de ce pays aux yeux de l'opinion publique, d'autant plus que le régime a quasiment verrouillé toutes les institutions de la République.

Il reste que les 68% de bonne impression doivent être appréhendés à la lumière de ce qui suit. Premièrement, la population ne fait pas nécessairement le lien entre gouvernance et pauvreté. Si le lien avait été établi, nous pensons que le jugement aurait été nuancé, car il y a incontestablement des éléments factuels qui contredisent cette bonne gouvernance. Pour ne parler que de la corruption, selon les derniers chiffres donnés par Transparency International Initiative Madagascar, le pays est encore à la 149^e place sur 180 avec un Indice de perception de la corruption (IPC) de 25/100. Deuxièmement, pour évaluer la bonne gouvernance (au sens plus technique de la chose), encore faut-il pouvoir disposer des données et du niveau pour l'apprécier.

CONCLUSION

Les tableaux que nous avons analysés révèlent que des attentes des gouvernés sont loin d'avoir reçu de réponses satisfaisantes contrairement aux promesses que les choses iraient à la vitesse V. À mi-mandat, le danger qui guette Andry Rajoelina est lui-même avec l'usure de son pouvoir qui peut l'envahir. On sait qu'avec le temps, les gouvernants eux-mêmes ont de plus en plus de mal à maintenir un discernement, ils n'arrivent plus, au fil du temps, et de manière parfois inconsciente, à voir et même à ressentir la

souffrance des gens et la précarité sournoise s'installe dans le pays. Ils regardent, mais finissent par ne plus voir cette réalité en repoussant probablement une part de leur responsabilité. Le train-train, l'habitude, le pouvoir, le système souvent « clientéliste » et ce sentiment d'être si important, voire indispensable, les entraînent inexorablement dans une singulière architecture du pouvoir qui souvent pollue leurs prises de décisions.

BIO



Chantal Rahalison Ramanankasina est enseignante chercheur à la Faculté de droit et de science politique de l'Université d'Antananarivo. Elle a plus de 30 ans de carrière dans l'enseignement et la recherche en tant que chargée de cours en droit administratif et en droit européen. Elle a publié de nombreux ouvrages. Les dernières publications sont Madagascar.

État d'urgence sanitaire : un état d'exception insaisissable (in Annales 2020 -2 de l'Université de Toulouse 1-Capitole) et *Les allées de la consécration et de l'évanescence de la transparence administrative à Madagascar* (in La transparence. Éléments d'analyse en droit français et malgache, sous la coordination de Isabelle Bon Garcin et Chantal Rahalison Ramanankasina, l'Harmattan, Paris 2020). Chantal Rahalison Ramanankasina a déjà occupé des postes à responsabilités au sein de l'administration notamment au ministère de l'Enseignement supérieur.



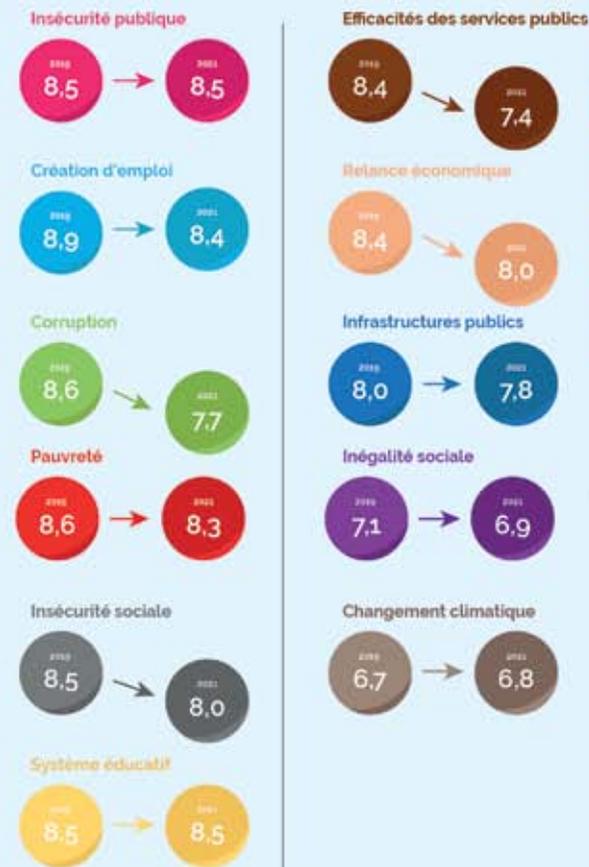
ANDRY RAJOELINA EST UN OMNIPRÉSIDENT

Les problématiques ne sont pas les mêmes pour le territoire national. Avec la pandémie, les villes et les campagnes ne sont pas confrontées aux mêmes défis. La situation est classique, et dans les chiffres résultant de l'étude, la contradiction est palpable : Antananarivo a toujours été opposée au régime en place. Or, Andry Rajoelina a eu la plupart de ses voix en dehors d'Antananarivo. Dans sa manière de mener ses actions publiques, c'est un populiste. Je le définis comme étant un « omniprésident » : il va intervenir fréquemment pour être la personne qui apportera les solutions,

« au détriment » de l'Exécutif, des élus... Nous le constatons dans les divers commentaires. Lors de la donation d'une ambulance pour la ville de Toamasina, certains citoyens avaient remercié le Président en ces termes : « heureusement que vous êtes à nos côtés, nous aurions attendu en vain, si nous devions attendre l'aide de l'État ». Nous pouvons faire remarquer que Andry Rajoelina répond aux demandes des gens qui ne voient pas plus loin qu'au-delà le quotidien. Il joue très bien avec ce code tout en insistant sur l'affect.

PROPRIÉTÉ DES PROBLÈMES À RESOUDRE À MADAGASCAR

Evolution globale



MAINTENANT, JE VAIS VOUS LISTER LES PROBLÈMES : INSÉCURITÉ PUBLIQUE, CRÉATION D'EMPLOIS, CORRUPTION, PAUVRETÉ, INSÉCURITÉ SOCIALE, SYSTÈME ÉDUCATIF, EFFICACITÉ DES SERVICE PUBLICS, RELANCE ÉCONOMIQUE, INFRASTRUCTURES PUBLIQUES, INÉGALITÉ SOCIALE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE. POUVEZ-VOUS ESTIMER LA PRIORITÉ POUR CHACUN D'EUX ?

Commentaire du cabinet ATW : Dans les problèmes cités, tous les problèmes sont restés très importants. Même si on observe une baisse de la note entre 2019 et 2021, elle reste au-dessus de 6,8. L'inflation, l'insécurité, la santé et l'éducation sont restés les principaux problèmes socioéconomiques à résoudre. D'autres problèmes mentionnés à un niveau minoritaire ont également fait leur apparition depuis 2019 : la bourse des étudiants, la crise alimentaire, la Covid-19 ou encore la réconciliation nationale et la justice.

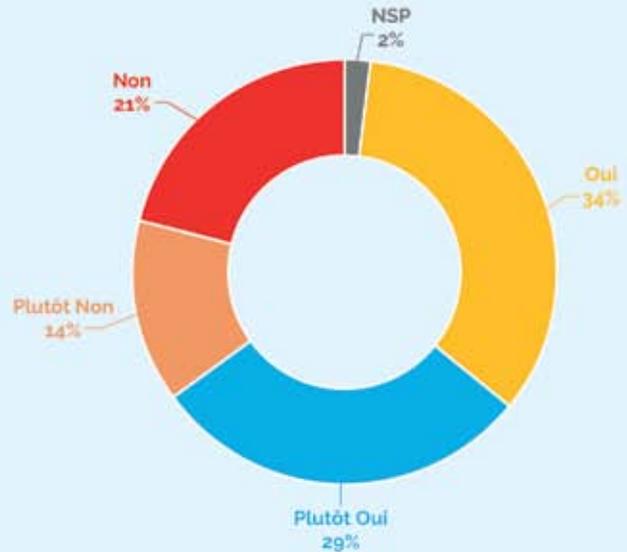
Juvence Ramasy : En termes de priorités, les questions d'insécurité, de santé et éducation sont des problématiques classiques et logiques et les gouvernements successifs y ont répondu difficilement. Je pense qu'aujourd'hui, la situation est encore pire avec le confinement. Comme on peut le constater, la corruption a régressé dans la liste des préoccupations (par rapport à l'étude menée en 2019, NDLR). Cela peut s'expliquer par les importantes actions de communication des dirigeants avec des slogan « tolérance zéro » pour la corruption. Ce qui fait que cette perception est un peu le résultat des communications menées. Or, des cas de corruption sont constatés ici et là : la gestion des fonds Covid : l'écran plat, l'affaires des « sucreries » au sein du ministère de l'Éducation nationale... Il est assez étonnant que l'on prétende que les cas de corruptions aient baissé. Peut-être que c'est le fait qu'il a été promis que certains responsables allaient être limogés. Pour la question de la relance économique, cet indicateur est en baisse si l'on compare aux études menées à la suite de la prestation de serment. La plupart des ménages ont moins de rentrée d'argent. Les aides qui ont été apportées sont assez faibles. Le secteur privé, même s'il représente une petite partie des acteurs économiques à Madagascar, n'a pas été aidé. L'on peut donc s'étonner que pour les personnes qui ont répondu à l'enquête, la relance économique ne fasse pas objet de principale préoccupation.

IMPRESSION DE BONNE GOUVERNANCE DEPUIS L'INVESTITURE

Commentaire du cabinet ATW : 63% de la population trouve que le pays se dirige dans la bonne direction depuis l'investiture du nouveau Président.

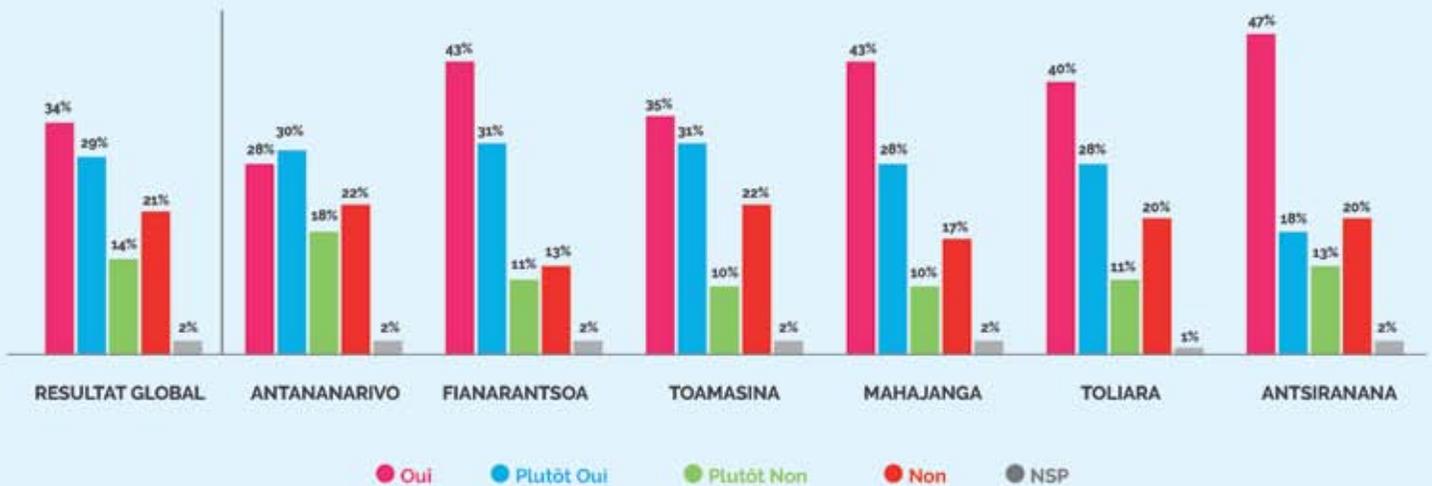
Juvence Ramasy : Ce chiffre est étonnant. Mais j'estime que cela dépend de ce qu'on entend par « bonne direction ». Toutefois, notons que des infrastructures ont été réalisées, des écoles ont été réhabilitées, sans pour autant mettre le contenu. Ces constructions marquent les esprits et tout le monde est fier. Mais qu'est-ce qu'elles apportent en gros ? Nous n'avons pas une vision à long terme. En matière de relance économique, nous espérons une relance qui est néanmoins liée au contexte international. Sauf que les citoyens n'ont pas forcément cette perception ou cette vision au large, selon laquelle nous ne pouvons pas nous focaliser uniquement sur l'économie nationale. Les 21% qui considèrent que nous n'allons pas dans la bonne direction sont ceux qui sont dans la catégorie socioprofessionnelle élevée et qui ont fait des études, selon les données de l'étude. Ils ont suffisamment de recul pour analyser la situation.

IMPRESSION DE BONNE GOUVERNANCE DEPUIS L'INVESTITURE



IMPRESSION DE BONNE GOUVERNANCE DEPUIS L'INVESTITURE PAR PROVINCE

Commentaire du cabinet ATW : Fianarantsoa, Mahajanga, Toliara et Antsiranana trouvent plus que le pays se dirige dans la bonne direction. Antananarivo est la province qui trouve le moins que le pays va dans la bonne direction.



Juvence Ramasy : Je pense qu'effectivement, il y a une corrélation avec les résultats des élections. Il obtient une note élevée dans ces provinces auxquelles il a gagné plus de voix. Son action s'apparente à une « omniprésidence » avec ce que cela recouvre : l'omniprésence, l'omnipotence et l'omniscience. Sa présence sur tous les fronts et le fait qu'il dispose d'une solution aux divers problèmes et défis du pays fait ombrage au gouvernement. Le Premier ministre est quasiment absent. Nous nous demandons

même si certains membres du gouvernement sont toujours en fonction. Le chef de l'État est ainsi partout. Il résout les problèmes et y apportent les solutions y afférentes. « Le Président est bon et bien. Après son passage, les choses doivent s'améliorer ». Dans le détail, pour Antsiranana, malgré son enclavement, il n'a pas perdu sa base, avec 47% de « oui ». Le défi du numéro Un de l'État est de réussir à rallier Antananarivo, la capitale est toujours l'opposant.

IMPRESSION DE BONNE GOUVERNANCE DEPUIS L'INVESTITURE - PROFIL DES RÉPONDANTS

| | OUI | PLUTÔT OUI | PLUTÔT NON | NON | NSP |
|-------------------------------------|-----|------------|------------|-----|-----|
| Ensemble n=2515 | 34% | 29% | 14% | 21% | 2% |
| Âges | | | | | |
| 18 à 24 ans (n=484) | 29% | 31% | 17% | 21% | 2% |
| 25 à 34 ans (n=832) | 32% | 29% | 17% | 21% | 1% |
| 35 à 44 ans (n=553) | 36% | 28% | 14% | 21% | 1% |
| 45 à 54 ans (n=366) | 42% | 29% | 8% | 18% | 3% |
| 50 ans et plus (n=280) | 37% | 26% | 11% | 22% | 4% |
| Classification chef de foyer | | | | | |
| A (n=81) | 23% | 33% | 19% | 19% | 6% |
| B (n=78) | 33% | 31% | 18% | 15% | 3% |
| C1 (n=184) | 26% | 36% | 13% | 23% | 2% |
| C2 (n=425) | 30% | 31% | 16% | 22% | 1% |
| D (n= 564) | 33% | 30% | 16% | 20% | 1% |
| E1 (n=452) | 37% | 30% | 12% | 19% | 2% |
| E2 (n= 291) | 38% | 23% | 15% | 22% | 2% |
| E3 (n= 440) | 40% | 22% | 12% | 23% | 3% |
| Niveau d'éducation | | | | | |
| Bac+4 et plus (n=166) | 20% | 36% | 18% | 24% | 2% |
| Bac à Bacc+4 (n=588) | 30% | 32% | 15% | 21% | 2% |
| Seconde à terminale (n=597) | 35% | 32% | 14% | 18% | 1% |
| Jusqu'en 3° (n=465) | 36% | 30% | 12% | 20% | 2% |
| Jusqu'en 4° (n=514) | 42% | 21% | 15% | 21% | 1% |
| N'a jamais fréquenté l'école (n=86) | 33% | 20% | 6% | 32% | 9% |
| NSP (n=99) | 32% | 21% | 21% | 25% | 1% |

Commentaire du cabinet ATW : Les jeunes de 18 à 34 ans, les personnes de catégories A, C1 et C2, ceux qui ont un bac +4 minimum trouvent que le pays ne va pas dans la bonne direction depuis l'investiture du nouveau Président.

Juvence Ramasy : Pour cette frange de la population, les perspectives qu'offre le pays en termes d'éducation, de débouché, les études, le marché de l'emploi... ont été prises en compte. Pour répondre à ces préoccupations, la construction d'universités dans toutes les régions a été annoncée par le chef de l'État. En dépit de ces annonces, les perspectives d'avenir sont assez sombres pour

les jeunes. Les gens qui ont fait des études supérieures ont un recul suffisant pour voir vraiment ce qui a été fait durant ces deux ans et même par rapport aux administrations précédentes. Les actions populistes fonctionnent davantage auprès des personnes qui ne font pas cet exercice de recul nécessaire. Les autres ne font que voir en la personne du Président celui qui va réussir à résoudre tous les problèmes, le démiurge du salut collectif.

ÉVOLUTION

Niveau d'optimisme



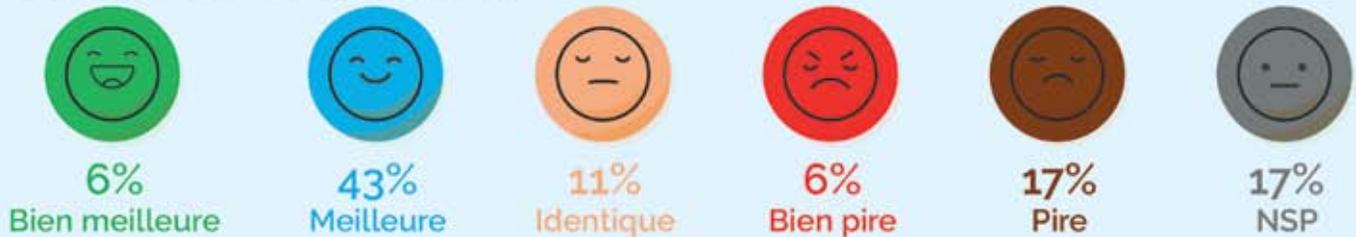
AVEZ-VOUS L'IMPRESSION QUE, DEPUIS L'INVESTITURE DU NOUVEAU PRÉSIDENT, LE PAYS SE DIRIGE VERS LA BONNE DIRECTION?

Commentaire du cabinet ATW : L'impression de bonne gouvernance a significativement baissé entre 2019 et 2021. La population a donc moins l'impression qu'en 2019 que le pays se dirige dans la bonne direction depuis l'investiture du nouveau Président. Cette impression est expliquée par la non résolution des problèmes jugés prioritaires. Ces problèmes font également partie des objectifs stratégiques de l'Initiative pour l'émergence de Madagascar: la définition des politiques publiques est donc pertinente, mais leur mise en œuvre ne correspond pas à la réalité socioéconomique.

Juvence Ramasy : Les citoyens ont l'espoir que la situation s'améliorera. Il faut voir cette citation dans une perspective globale. Sur toute la planète, tout le monde espère que la situation va s'améliorer dans un an, que l'on pourrait avoir une vie plus ou moins proche de la normale. Le discours véhiculé est aussi que Madagascar va aller beaucoup mieux. On espère un taux de croissance de l'ordre de 4%. Pourtant, les projections mondiales approchent plutôt des niveaux de croissance plus faibles proche de zéro. Avec 34% qui estiment que la situation sera pire, le constat est assez partagé. Notons qu'il y a des personnes qui ne sont pas ou que très peu affectées par la situation actuelle. Même si le monde rural n'a pas ressenti les mêmes effets que dans les centres urbains, la problématique demeure importante : comment va-t-il écouler la production si les centres urbains n'ont pas les mêmes capacités d'achat qu'auparavant ? On peut considérer que les 34% qui estiment que la situation sera pire sont dans le pragmatisme. Le niveau d'optimisme répond peut-être à ce pragmatisme.

SELON VOUS, COMMENT VOS CONDITIONS DE VIE SERONT-ELLES D'ICI UN AN ?

NIVEAU D'OPTIMISME

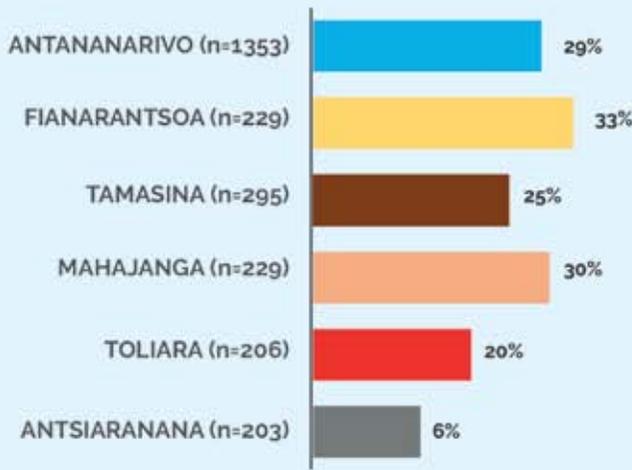


Commentaire du cabinet ATW : 49% de la population pensent que leur vie sera meilleure qu'actuellement dans un an. 34% pensent qu'elle sera pire, 11% identique et 17% ne savent pas.

Juvence Ramasy : En 2019, la société était dans la foulée des élections de 2019 et dans l'enthousiasme de la campagne électorale. Aujourd'hui, nous sommes dans la « réalité du pouvoir ». La pandémie a mis un coup d'arrêt à certain nombre d'activités. Je pense que les restrictions liées aux libertés individuelles expliquent cette baisse. À un certain moment, les auditeurs ne pouvaient pas s'exprimer à la radio, des émissions ont été suspendues. Rappelons aussi que le chef de l'État a mis la barre trop haute : il a fait énormément de promesses. Il y a une confusion dans la direction qu'il veut donner au pays: des consultations ont été

entreprises pour la mise en place du Plan émergence Madagascar (PEM), après, le Plan Marshall a été publié. Nous ne savons pas dans quelle direction nous allons. Des questions demeurent en suspens : comment mettre en œuvre toutes ces mesures ? Avec quel financement ? Sachant que Madagascar dépend des bailleurs de fonds, avec une partie très importante du budget étatique qui provient des aides budgétaires. Or, le numéro Un de l'État avait promis de ne plus travailler avec eux. Il est vrai que la pandémie peut excuser ces atermoiements, mais un flou en matière de vision stratégique se pose. Certes, Hery Rajaonarimampianina n'a organisé la Conférence des bailleurs qu'en 2016, mais cela ne peut d'excuser le fait que, jusqu'à maintenant, nous n'avons pas de plan définitivement adopté. Nous n'avons aucune visibilité.

NIVEAU D'OPTIMISTE PAR PROVINCE



Base : Echantillon total n=2515

ÉVOLUTION

Niveau d'optimisme



Indicateur d'optimisme

SELON VOUS, COMMENT SONT VOS CONDITIONS DE VIE SERONT-ELLES D'ICI UN AN ?

Commentaire du cabinet ATW : devant une majorité de mauvaises conditions de vie actuelles et une gouvernance politique allant dans le mauvais sens pour la majorité, le niveau d'optimisme a baissé de 42%. Face à la question « selon vous, comment vos conditions de vie seront-elles d'ici un an ? », la majorité a

CONCLUSION

Cette étude évalue l'action du Président qui se définit comme étant le *Ray aman-dreny* détenteur du viatique aux différents problèmes. La plupart de ses soutiens sont dans les régions dans lesquelles il est sorti en tête lors des élections. La capitale s'érige toujours en opposition comme ce fut le cas avec la plupart des présidents. Les chiffres confirment qu'au sein de la population, ses

AVEZ-VOUS L'IMPRESSIION QUE DEPUIS L'INVESTITURE DU NOUVEAU PRÉSIDENT, LE PAYS SE DIRIGE DANS LA BONNE DIRECTION ?

Commentaire du cabinet ATW : Fianarantsoa, Mahajanga, Toliara et Antsiranana trouvent que le pays se dirige vers la bonne direction. Antananarivo est la province qui trouve le moins que le pays va dans la bonne direction.

Juvence Ramasy : Bien qu'en étant une province assez riche en produits de la mer et de la terre, Antsiranana est assez enclavée. Y aller par la route est assez compliqué. Des promesses ont été faites pour la réhabilitation de cet axe. Les chiffres présentés doivent être rapprochés avec les préoccupations de la population. Nosy Be, par exemple, dépend du tourisme qui a subi de plein fouet la fermeture des frontières mettant en avant la faible diversification de l'économie dans cette zone. Les produits de la mer n'apportent pas beaucoup de contributions à l'économie locale. La relance de la filière canne à sucre n'a pas encore été concrétisée. L'usine de Dzamandzar aurait dû être opérationnalisée. Les chiffres mentionnés sont à corréliser avec l'économie locale et les questions en matière d'emploi qui sont d'ailleurs nationales. Les problématiques de l'emploi pour les jeunes sont des questions importantes pour expliquer le manque d'optimisme.

donné une réponse négative. Elle estime donc que la situation sera pire qu'actuellement. D'après Vries et Hoffmann, il s'agit ici d'un « pessimisme social », puisqu'il concerne la vie du pays¹.

Juvence Ramasy : Ce constat n'est pas étonnant. Comme je le soulignais, ce pessimisme sociétal rejoint la situation telle qu'elle est à l'heure actuelle. Bien entendu, certaines personnes n'ont pas été touchées par la situation sanitaire et les difficultés qu'elle a entraînées. Les fonctionnaires ont continué à percevoir leur salaire quand bien même la pandémie ou les grèves. Ceux qui travaillent pour leur compte, dans le secteur informel ou dans le privé ont vécu la situation de manière différente. Le secteur privé a été ignoré par l'État malgré le plan de mitigations et autres effets d'annonce.

RÉFÉRENCE

¹ En opposant au pessimisme personnel qui concerne l'avenir de la personne interrogée, le pessimisme sociétal décrit comment une personne voit l'avenir de la société. Il s'agit donc des facteurs sur lesquels l'individu n'a pas directement le pouvoir d'agir. Un pessimisme sociétal entraîne souvent un individualisme : prendre sa propre vie en main pour résoudre ses problèmes.

initiatives populistes ont davantage suscité un enthousiasme et un optimisme chez la frange majoritaire de la population qui a fait moins d'études. Cependant, l'objectif est de satisfaire la majorité. Il faudrait mettre en œuvre des programmes qui soient pérennes et qui apportent un réel changement.

BIO



Dr Juvence Ramasy est maître de conférences à l'université de Toamasina, où il enseigne la science politique et le droit constitutionnel. Docteur en science politique de l'Université Toulouse-1-Capitole, France, sa thèse avait pour thématique : « État et implémentation de la démocratie dans

les îles du sud-ouest de l'océan Indien : le cas de Madagascar et de l'île Maurice ». Il est expert politique auprès de différents organismes sur les problématiques indianocéaniques.



Michel Domenichini
Ramiaramananana

Vice-président d'Émergence Madagascar

« Les résistances au changement doivent être gérées »

Il se qualifie d' « émergentiste » convaincu. Michel Domenichini Ramiaramananana est le vice-président d'Émergence Madagascar. Il défend le bilan à mi-parcours du chef de l'État.

RAOTO ANDRIAMANAMBE

Nous sommes à mi-mandat, comment jugez-vous les actions du Président de la République ?

Michel Domenichini Ramiaramananana (M.D.R.): Le constat est déjà fait d'un pays qui regorge de potentiels extrêmement prometteurs, mais nous n'avons pas su en profiter jusqu'à présent. La population n'a pas pu en recevoir les bénéfices. De ce point de vue, je dirais que le Président est tout à fait sur la bonne voie en prônant l'Initiative pour l'Émergence de Madagascar. Sa déclinaison en PEM (Plan émergence Madagascar)

contient quelques projets phares qui tiennent compte des problématiques réelles. Le chef de l'État a appelé à un changement de paradigme qui n'était pas évident, comme à chaque fois qu'il est proposé une révolution. Dans l'histoire de toutes les sociétés, nous avons toujours eu des résistances au changement qu'il faut gérer. Un "émergentiste" convaincu est en recherche permanente de solutions. Le défi est d'apporter des réponses pour que celui qui résiste à ce changement puisse comprendre les enjeux de cette nouvelle voie de l'émergence. Les

Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) ont mis en place un nouveau concept, un nouveau modèle de développement en proposant une alternative aux solutions préconisées par les institutions de Bretton Woods. Ces dernières, selon le fameux livre de Dambisa Moyo intitulé *L'aide fatale* (éditions JC Lattes, NDLR), ont démontré des aspects assez peu pertinents de leurs préconisations pour des pays comme le nôtre. À mi-mandat, le Président de la République s'est attaché à renouer et à remettre dans l'exercice de la politique à

Ny Riana
Andriamasinoro
Sécrétaire général du TIM

« Qu'il démissionne au plus vite ! »



Figure de la jeunesse propulsée au rang de Secrétaire général (SG) du premier parti de l'opposition, Tiako i Madagasikara (TIM), Ny Riana Andriamasinoro juge du point de vue de la formation la première partie du mandat de Andry Rajoelina.

HILDA HASINJO

Madagascar, ce que peuvent être les valeurs fondamentales et culturelles malgaches. Globalement, le Plan émergence Madagascar (PEM) est l'antidote au Syndrome de l'île de Pâques qui exprime une menace permanente à notre environnement socioéconomique, culturel et à son exception environnementale. Notons à cet égard que dans la gestion de la crise sanitaire, le chef de l'État a résolument favorisé l'humain et le social sur toute autre considération. La résistance au changement n'est pas uniquement de nature humaine,

elle peut être également structurelle. L'adoption du concept émergence ne nécessite pas seulement un changement de paradigme de tout à chacun, mais aussi une révolution de la pensée économique ordinaire. Le plan Marshall est incontestablement un des préalables très fort au PEM.

Ny Riana Andriamasinoro (N.R.A.):

Le président de la République acte publiquement comme la seule personne qui assure l'exécution de toutes les décisions et la mise en œuvre des programmes du gouvernement. Il ne

dirige pas et n'agit pas comme un vrai leader, mais uniquement en tant qu'un exécutant. Est-ce qu'il fait confiance à son gouvernement, y compris le Premier ministre ?

Sentez-vous que l'on ait pu réellement avancer sur l'émergence promise ? N'a-t-on pas l'impression que l'administration tâtonne sur de nombreux dossiers ?

M.D.R.: Je récusé totalement le terme de tâtonnement. Quand je parle de résistance au changement, il est réel. En fait, il est extrêmement

compliqué pour une personne de pouvoir appréhender immédiatement l'ensemble de la problématique de l'émergence. Cette résistance provient de tous les stigmates des vieux modèles de pensée, y compris dans l'administration. C'est le "poison lent" de ce que certaines périodes politiques du pays ont mis dans notre système et dont on subit encore aujourd'hui les conséquences. La structuration de la pensée de certains rouages de l'administration n'est absolument pas prête à s'adapter à ce que propose l'émergence. L'enjeu est de mettre en place de nouveaux systèmes, formats et de nouveaux modèles de développement. Cette première partie du mandat du Président aura au moins permis de faire en sorte que certaines valeurs fondamentales, qualifiées de "soatoavina" malgaches, enrichissent culturellement l'émergence du pays. Par exemple, cette crise sanitaire mondiale aura été l'occasion ou l'opportunité pour le Président de remettre à jour les fonctions régaliennes traditionnelles véritablement malgaches de l'État, en prenant en main le domaine de la santé. En créant Pharmedagasy, il fait avancer dans la modernité les remèdes traditionnels améliorés qui constituent une véritable solution pour la population. Il a renoué avec ce qui était une des valeurs cardinales malgaches de la gouvernance "Vita Malagasy" ou *Made in Madagascar*.

N.R.A.: Non, avec l'attentisme, le manque d'initiative et l'absence de priorisation des actions gouvernementales, il est difficile de croire que les promesses seront exécutées. En outre, à mi-mandat, le Plan émergence Madagascar (PEM) n'a pas encore été adopté officiellement. Cela démontre une incompétence de la part du gouvernement.

Nous avons l'impression qu'il y a deux vitesses entre le chef de l'État et l'Exécutif. Est-ce qu'il n'y a pas de friction entre ces deux rouages ?

M.D.R.: Quand viennent de nouveaux concepts, il y a nécessairement des frictions. Ils font partie des réactions auxquelles il faut s'attendre lorsqu'on propose une telle vision. Il nous appartient de régulièrement convaincre et d'expliquer ce en quoi cette nouvelle vision est pertinente. Les mandats de cinq ans sont largement insuffisants pour pouvoir expliquer et apporter des résultats définitivement efficaces. Donc, gérer les court, moyen et long termes n'est

“
**Quand
viennent de
nouveaux
concepts, il y a
nécessairement
des frictions**

pas une mince affaire. À court terme, durant cette première partie de mandat, il a lancé, par exemple, un Plan Marshall et a mis le pays entier en chantier, en attendant que se mette véritablement en place l'essentiel d'un programme d'émergence. Je dois dire que si nous n'avions pas été altérés par cette crise sanitaire, les choses auraient très probablement évolué différemment. Mais restons toujours attentifs. À travers cette crise sanitaire, peut-être allons-nous pouvoir tirer le meilleur de nous-mêmes. Elle nous a amenés à avoir une réflexion encore plus profonde sur ce que pouvaient être les vulnérabilités de Madagascar.

Vous savez l'idéogramme chinois pour signifier "crise", qui exprime également la notion d'opportunité.

N.R.A.: On a tendance à conclure que le Président et le gouvernement opèrent à deux vitesses différentes, mais la réalité est que la mise en œuvre des décisions prises n'est pas profondément analysée, expliquant la difficulté de l'exécution. En plus, la sortie médiatique fréquente du chef de l'État est uniquement une fausse apparence pour montrer qu'il est souvent en avance par rapport au gouvernement. Or, la réalité est qu'il existe un manque de leadership et de pragmatisme dans le développement des programmes à exécuter.

L'administration veut et investit de manière très importante dans les programmes d'infrastructures, tandis que des urgences sociales se posent. Comment appréciez-vous ce choix ?

M.D.R.: Ce n'est pas parce que nous aurions éventuellement renoncé à la construction des stades que nous aurions pu apporter une solution plus durable à la situation qu'il y a dans le Sud. La préoccupation d'apporter un élément symbolique vis-à-vis de la jeunesse, lui donner et lui inculquer la notion de la compétition et de vouloir gagner régulièrement les défis, sont largement matérialisés à travers ce programme d'édification des stades. Quant à la problématique du Sud de l'île, de nombreuses initiatives ont été entamées pour apporter des solutions durables à la question de la famine ou encore pour combattre la sécheresse, etc. Toutes ces initiatives et ces solutions annoncées vont contribuer progressivement à la réalisation du PEM. Relevons notamment le programme Odof (One District, One factory) qui engage le pays dans la voie de la souveraineté industrielle. Les réseaux sociaux ont malheureusement modifié notre façon de penser: "ils

veulent tout, et tout de suite". Ce n'est pas possible, Rome n'a pas été bâtie en un jour.

N.R.A. : L'investissement dans les programmes d'infrastructures en soi ne pose pas de problème, mais le problème réside dans le choix des infrastructures dans lesquelles investir. Les infrastructures sportives ne sont pas des priorités pour le pays. En plus, il n'existe pas d'équilibre particulier entre les urgences sociales qui devraient être la priorité des priorités et les investissements dans les programmes d'infrastructures.

L'administration actuelle compte noyer les problèmes sous des déluges de communication selon la société civile et certains partis politiques. Partagez-vous cette façon de voir ?

M.D.R. : Je ne suis pas certain qu'il y ait un déluge de communication, comme vous le dites. Je crois sincèrement que cette crise sanitaire amène les uns et les autres à travailler différemment. Aujourd'hui, les priorités sont largement fixées d'une manière à la juguler tout en veillant à ce que l'économie puisse fonctionner. Vous savez, nous sommes en train de vivre une crise existentielle à l'échelon mondial et là, il faut être très factuel : chacun devrait avoir le sens critique pour trier les bonnes informations des mauvaises. Mais je pense que la communication en temps de crise est absolument nécessaire. Quoi qu'il en soit, il y a un travail de fond qui doit se poursuivre. Il faut savoir s'adapter aux situations et être réactif pour apporter des solutions immédiates, concrètes, positives et mesurables. Vous avez une population extrêmement jeune qui aspire à contribuer au développement de son propre pays. Il faut lui fournir une voie où il y a des perspectives positives. La construction mérite réflexion, créativité et beaucoup de savoir-faire, mais aussi de tranquillité

d'esprit. J'y reviens, nous allons obtenir cette souveraineté industrielle pour Madagascar et mettre en place une alternative à cette économie de comptoir qui n'est pas productive. Elle n'est que source d'enrichissement d'une minorité.

“ La médiatisation des actions du Président n'est qu'une stratégie populiste ”

N.R.A. : La médiatisation des actions du Président n'est qu'une stratégie populiste pour berner ceux et celles qui sont des fanatiques afin de pratiquer le culte de personnalité. Cette pratique vise uniquement à masquer l'incompétence, l'absence de la mise en œuvre des programmes de développement et faire croire à la population que le Président travaille pour le peuple.

L'un des fers de lance de la campagne de Andry Rajoelina était la question de la souveraineté économique, en promettant de s'affranchir des partenaires traditionnels. Force est de constater que ces partenaires sont bel et bien encore présents dans la Grande île. A-t-il échoué ?

M.D.R. : Je pense que le Président souhaitait plutôt dire que nous n'avons de leçon à recevoir de personne. Cela sous-entend que la meilleure expertise qui puisse être produite sur la situation

malgache doit être faite par des Malgaches. Il n'y a aucune antinomie entre une contribution des partenaires techniques et financiers classiques et traditionnels et celle venant de nouvelles voies que pourrait inspirer une économie de l'émergence. Je pense qu'aujourd'hui, il y a véritablement une pensée commune qui se met progressivement en place entre les institutions de Bretton Woods et la pensée émergente. Nous avons été largement contrariés par cet épisode sanitaire, mais à un moment donné, ces nouvelles solutions de l'économie émergente seront concrétisées.

N.R.A. : Oui, il a échoué à cause de son ignorance du fonctionnement du monde du développement et de la relation internationale. L'échec peut être expliqué par les mauvais conseils qu'il a obtenus durant la campagne de la part des intérêts privés qui l'ont financée.

Mais régulièrement, les institutions de Bretton Woods tapent du poing sur la table, par exemple sur la question de la Jirama ou d'Air Madagascar. Comment le Président perçoit-il ces rappels à l'ordre ?

M.D.R. : Je pense que là-dessus, il faut distinguer deux choses. D'abord, sur le principe de fond, on peut exiger une meilleure gouvernance, soit de la Jirama, soit d'Air Madagascar, par rapport aux subventions que lui amène l'État. Cette question d'une meilleure gouvernance est régulièrement mise en avant par le chef de l'État. Aujourd'hui, nous devons gérer toutes les incompétences des régimes précédents qui mettent les dirigeants actuels dans des positions souvent très difficiles. Les bailleurs de fonds internationaux disent qu'il faut que la Jirama soit totalement autonome et il en est de même pour la compagnie Air Madagascar. De l'autre côté, nous devons être attentifs pour ce qui est

du paramètre social. Le travail se fera progressivement. Pour l'aérien, des petites compagnies qui ont été jadis soutenues par Air Madagascar, telles qu'Air Mauritius, ont démontré dans le temps qu'elles étaient parfaitement capables de devenir autonomes, même si la crise sanitaire les a lourdement handicapées, au même titre que toutes les autres compagnies.

Êtes-vous satisfait du casting des ministres successifs ?

M.D.R.: Je pense que, quand vous êtes ministre du gouvernement malgache, vous avez à cœur le développement du pays. Néanmoins, nous ne pouvons pas être absolument certains que les "idéaux de l'émergence" soient parfaitement intégrés et compris par le ou la ministre qui est en place. Il nous appartient d'en discuter. Toutefois, ce sont des personnes qui ont la capacité de pouvoir intégrer de nouveaux modes de réflexion et de nouveaux modèles de développement. C'est le pari qui est fait. En ce moment, nous sommes dans une transition politique pour passer des distorsions politiques de l'ancien système marxiste – dont nous héritons actuellement et dont nous percevons encore les stigmates – à un nouveau *deal* que l'on se propose de mettre en place. Pour rappel, les deux distorsions majeures de modèles politiques antérieures, à savoir celui de la colonisation et celui de la période marxisante qu'a connu le pays, ont profondément touché et détérioré nos valeurs traditionnelles. Le Président a fait un gros travail pour se remettre sur des fondamentaux solides de nos valeurs traditionnelles, en insistant sur la valorisation du génie national. C'est ce qui va nous permettre, *in fine*, d'assurer le succès de l'émergence de Madagascar.

N.R.A.: L'esprit d'équipe n'existe pas au niveau du gouvernement. Il n'existe pas une description claire de

responsabilité (job description) pour les ministres, ce qui explique, par exemple, les différentes interventions du ministre de la Communication et de la Culture.

“ Je pense que le Président n'a jamais cherché d'excuses auprès de qui que ce soit

Tous les leviers sont entre les mains de Andry Rajoelina. A-t-il encore une quelconque excuse pour mettre le pays sur la voie du développement ?

M.D.R.: Je pense qu'il n'a jamais cherché d'excuses auprès de qui que ce soit. Il est lui-même parfaitement conscient de la situation. Une telle vision nécessite beaucoup de sérénité. Effectivement, l'environnement institutionnel entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif a été conforté au fil des mois. Cette évolution s'est opérée dans un contexte très particulier. Cependant, la question sanitaire n'est pas anodine. N'oublions pas, il y a encore deux ans et demi d'exercice du pouvoir pour continuer à avancer. Même si cela n'est pas perceptible par tous les citoyens, beaucoup sont déjà conscients des performances économiques qui vont suivre notamment avec cette mise en chantier de Madagascar, une volonté politique présidentielle essentielle pour l'ensemble de l'économie nationale. Nous pouvons citer à titre d'exemple et au hasard le cas de la réhabilitation de la RN 44. Le Président

dispose effectivement de tous les pouvoirs pour favoriser la mise en œuvre du PEM, mais rien ne se fera sans une proactivité d'émergentistes convaincus du bien-fondé du PEM.

N.R.A.: Le Président n'a aucune excuse, mais avoir la concentration du pouvoir à une seule personne ne signifie pas le succès. La réalité de la situation Socioéconomique démontre l'échec et la défaillance de l'État qu'il dirige.

Sur la gestion de la crise sanitaire, le fait d'avoir quasiment tout misé sur le CVO n'a-t-il pas été une erreur fondamentale ?

M.D.R.: Le premier savant de Madagascar, Joseph Rasamimanana, a reçu en 1886 une formation de médecine conventionnelle en France. Il était également un héritier de la médecine traditionnelle utilisant les plantes médicinales. Il a toujours fait valoir l'exercice de cette relation entre la médecine conventionnelle et la médecine traditionnelle. Par la suite, il a permis à de grands professeurs, comme Albert Rakoto Ratsimamanga, de poursuivre ce travail sur les remèdes traditionnels améliorés. Ces plantes constituent pratiquement notre première richesse. Elles ont des vertus thérapeutiques ou médicinales. L'histoire retiendra que notre Président a favorisé le retour aux valeurs traditionnelles. Ces remèdes traditionnels améliorés, sollicités partout dans le monde, vont être une grande partie de la solution à la pauvreté dans le pays.

N.R.A.: Effectivement, c'est une erreur du fait que le coronavirus est une maladie nouvelle que les scientifiques continuent toujours de l'étudier. La politisation de la crise sanitaire est une erreur de stratégie de la part du Président lui-même.

Quelle est la place de l'opposition dans un système verrouillé par l'administration ?

M.D.R. : Pour moi, une opposition doit avoir un rôle extrêmement important à jouer, celui d'alerter. On devrait toujours avoir un regard croisé sur tous les événements ou sur toutes les situations sociopolitiques du pays. Il serait toujours judicieux d'avoir des personnes en capacité d'alerter sur une dérive, mais en ayant une réflexion constructive et positive. La démocratie, c'est effectivement être à l'écoute des revendications populaires. En tout cas, la perfection n'est pas de ce monde. Donc, soyons totalement réceptifs, car "l'autisme politique" est une très mauvaise chose.

N.R.A. : Malgré la marge de manœuvre limitée, l'opposition devrait sensibiliser la population de la conduite des affaires nationales et de l'incompétence du gouvernement. Le pouvoir appartient au peuple, ainsi seule la population a les moyens de déverrouiller le système. L'opposition devrait donc faire appel au peuple.

Au vu du bilan de cette mi-mandat, Andry Rajoelina était-il réellement prêt à présider la destinée du pays ?

M.D.R. : Comme beaucoup d'entre nous, il ne cesse de polir sa pierre. Chaque jour, le Président améliore sa courbe d'expérience, ce qui est indispensable, et il fait preuve de la qualité d'un homme d'État. Il n'a jamais de certitudes définitives, mais il est toujours en interrogation jusqu'au moment où il prend une décision. Décider, c'est renoncer à d'autres aspects. Cependant, il va toujours dans le sens de l'intérêt général. C'est une des valeurs cardinales de la politique qui a eu tendance à être un peu absente de nos réflexions et de nos discours de ces dernières années.

N.R.A. : Vu l'échec du gouvernement qu'il dirige, le chef de l'État n'a pas la capacité de sortir le pays de cette crise qu'il traverse.

“ Le Président dirige le pays avec des décisions populistes impossibles à réaliser ”

Mais n'a-t-on pas l'impression qu'il confond intérêt général et parfois populisme ? C'est l'un des reproches les plus fréquents à son endroit.

M.D.R. : L'exercice est difficile. Effectivement, on pourrait rapidement considérer que certaines prises de position résultent d'une pensée populiste. Le programme Initiative pour l'émergence de Madagascar (IEM) reste le cadre référentiel de pensée du Président. Mais certaines décisions peuvent parfois ne pas être comprises immédiatement par la population, mais qui, dans le temps, auront leurs raisons d'être. En tout état de cause, aujourd'hui, nous avons la possibilité de pouvoir faire des comparaisons avec ce qui a pu être fait ailleurs. Pour autant, je revendique et recommande régulièrement notre rapprochement avec le continent asiatique, car les "Tigres de l'Asie" ont largement démontré l'efficacité et la pertinence de l'émergence. Du point de vue de la diplomatie économique, je suis résolument pour une approche multilatérale en faveur

du développement de Madagascar, laquelle doit notamment inclure l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

N.R.A. : Comme il a été dit plus haut, il dirige le pays avec des décisions populistes impossibles à réaliser. Son incapacité à prioriser les actions à entreprendre démontre l'absence de volonté politique à sortir le pays de la pauvreté qu'il continue de maintenir.

Qu'est-ce qu'on peut lui souhaiter pour le reste de son mandat ?

M.D.R. : Pour cette deuxième partie de son mandat, on va lui souhaiter que soit révélé au grand jour le résultat de tout ce qui aura déjà été engagé et qu'au fil des mois qui vont s'écouler, que les *Velirano*, un engagement très fort dans les valeurs malgaches, qu'il a énoncés, auront tous été respectés. Ainsi, qu'il puisse montrer la voie vertueuse de ce que devrait suivre ce pays pour les années à venir.

N.R.A. : Qu'il démissionne au plus vite, sinon Madagascar continuera sa descente aux enfers et deviendra le premier pays le plus pauvre au monde. P

Augustin Andriamananoro Directeur général des projets présidentiels

« Nous ne souhaitons pas nous contenter des effets d'annonce »

Augustin Andriamananoro s'est vu confier le portefeuille des projets présidentiels. Allié fidèle du chef de l'État, personne n'est mieux placée que lui pour « défendre » le bilan du locataire d'Ambohitsorohitra.

KARINA ZARAZAFY ET RAOTO ANDRIAMANAMBE

Le Président de la République avait formulé de nombreuses promesses durant la campagne. Entre autres la construction de 50 000 logements en cinq ans, soit 27 logements par jour, la dotation de 4x4 amphibies, les drones pour lutter contre l'insécurité ... Où en sommes-nous actuellement? A-t-on avancé par rapport à ces chantiers ?

Augustin Andriamananoro (A.A.) : Il s'agit effectivement de parler de la mi-mandat, de dresser un bilan à mi-chemin par rapport au mandat accordé par le peuple malgache au Président ainsi qu'à ses promesses et ses *Velirano*. Les 13 *Velirano* concernent plusieurs axes. Ils portent sur le bien-être social, la sécurité, l'économie et tous les gros travaux ; dont ceux que vous avez cités. Malgré les efforts entrepris par le gouvernement malgache, en concert avec nos partenaires techniques et financiers, nous avons encore du pain sur la planche. Des chantiers sont en cours et des travaux sont déjà finis, notamment les stades. Récemment, le président de la République a inauguré le stade "*manarapenitra*" - un stade dans les normes et les standards internationaux - qui se

trouve à Mahitsy. Certes, c'est une petite commune dans le district d'Ambohidratrimo, à une quarantaine de kilomètres d'Antananarivo. Elle n'a pas connu de grands investissements publics pour de grandes infrastructures sportives, de bien-être, de santé, etc. depuis longtemps. Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Dans le Sud, dans l'Androy, des stades, des gymnases... voient le jour. Un peu partout dans Madagascar, même dans des zones reculées comme Maintirano, on construit des hôpitaux et des universités. Le pays est en chantier. Le Président, à travers sa vision clairvoyante sur l'émergence de Madagascar, a promis de rattraper le retard de développement. Les travaux de réhabilitation de la RN44 reliant Moramanga et Ambatondrazaka affichent actuellement un taux d'achèvement de plus de 70%. Cette route avait été laissée dans un état déplorable pendant des années, alors que cette région constitue le grenier à riz de Madagascar. Si vous allez aussi dans l'axe Nord-est de l'île, en passant par Ambilobe pour aller vers Vohémar,

les travaux vont bon train tout comme ceux de la RN5, la RN13, la RN10 dans le Sud. Certains travaux sont en passe d'être achevés, d'autres ont été déjà livrés, à l'exemple de l'université d'Itasy. Les postes avancés des forces de sécurité vont assurer la sécurité des personnes et de leurs biens. Dans le Sud par exemple, une base militaire opérationnelle a été mise en place pour contrecarrer les *dahalo*.

Vous avez parlé tout à l'heure des équipements pour les forces de l'ordre. Nous les avons équipés d'hélicoptères, d'avions, de 4x4... La liste n'est pas exhaustive. Même si on a connu deux ans marqués par des mesures restrictives dues à l'urgence sanitaire, Madagascar, avec son ambition de se développer grâce au Plan Marshall et aux investissements publics, a avancé. À mi-mandat, nous pouvons clamer haut et fort que nous avons fait ce qu'il fallait, là où il fallait le faire, notamment auprès de la population qui est la première bénéficiaire de ces grandes infrastructures, de tous ces efforts et de ces mesures. On peut toujours nous critiquer. Nous sommes



NOUS SOMMES À L'ÉCOUTE, PRÊTS À REBONDIR

à l'écoute, prêts à rebondir et à prendre en compte toutes ces critiques de façon constructive.

Par rapport aux logements, l'objectif de construire 50 000 logements pourra-t-il être atteint ?

A.A.: Je voudrais souligner un point par rapport à ce que j'avais dit tout à l'heure. À Antananarivo par exemple, très peu de gens croyaient en la construction d'un grand stade aux normes internationales. Mais le fait est que le stade de Mahamasina – qu'on a rebaptisé Stade Barea – a émergé de terre. Les gens pensaient que construire un stade d'une telle ampleur en moins de deux ans relevait d'une pure utopie, mais maintenant, le stade est en cours d'achèvement. Pour ce qui est des logements sociaux, dans le quartier d'Ivato, des buildings flambant neufs sont également en cours de livraison. D'ailleurs, le ministère concerné est en train de lancer l'appel à manifestation d'intérêt pour des familles susceptibles d'être bénéficiaires de ce projet qui a été conçu pour le peuple malgache, plus particulièrement pour les jeunes.

Donc, moyennant un revenu décent, ils pourraient accéder à ces logements. C'est juste un exemple parmi tant d'autres. Mais le projet continue son chemin.

Nous sommes actuellement en train de lancer l'appel d'offres pour la construction d'autres logements sociaux à Toamasina. 150 logements qui ont été inaugurés récemment à Mahajanga. D'autres vont voir le jour, partout dans l'île: à Antsiranana, à Toliara et à Antananarivo. Sur ce point, la nouvelle ville verra le jour. La capacité de construction s'étalera sur 300 ha. Une grande partie de cette superficie sera dédiée à l'accès au logement. Ce qui est très important, car de nouvelles cités administratives pour les fonctionnaires seront bâties. Tous ces projets sont en cours. Peut-être que la capacité réelle de nos entreprises malgaches ne permet pas encore d'atteindre cette performance de 27 logements par jour mais, avec le temps, je pense qu'on pourra améliorer le résultat. J'espère bien qu'après

quelques mois, le paysage sera tout à fait différent du tableau qu'on essaie de dessiner aujourd'hui sur le régime.

Par rapport à ces grands travaux, l'émergence de nouvelles villes, Tanà-Masoandro, la construction de flyovers etc. Où en sommes-nous actuellement ?

A.A.: Nous sommes au cœur des actions. Un département est en charge des nouvelles villes (vice-ministre en charge des Villes nouvelles et de l'Habitat, *NDLR*). Il est rattaché au ministère de l'Aménagement du territoire et des Travaux publics. Un autre, rattaché directement à la Présidence, gère tous les grands projets d'infrastructures comme le Projet Miami de Toamasina, les projets de liaison d'autoroute de la nouvelle ville jusqu'à Antananarivo en passant par Ampasika, les projets de *flyover* et autres. Un conseiller spécial nommé en est en charge. Si vous voulez, nous ne souhaitons pas nous contenter des effets d'annonce, nous préférons travailler en toute sérénité au service de notre pays. Ce n'est pas évident parce qu'il y a toujours une frange de

personnes qui ira à l'encontre de ces projets. Vous savez bien que pour un grand projet comme Tanà-Masoandro, il faut une adhésion de tout un peuple.

Justement, en ce qui concerne cette adhésion pour ce projet titanesque, l'avez-vous du côté de la population ?

A.A. : Disons que nous sommes aujourd'hui dans la phase une. En effet, plusieurs étapes doivent être respectées dans la construction d'une nouvelle ville. La phase des études, tout est couché sur papier. Après, on passe à l'évaluation financière et aux appels à manifestation d'intérêt pour trouver les acteurs concernés ou susceptibles de contribuer à la réussite du projet. Cette phase zéro est déjà bouclée. Aujourd'hui, l'adhésion des populations concernées et la formalisation de toutes les démarches administratives qui se fait au niveau du gouvernement sont en bonne voie. Un décret d'application a été publié. La délimitation du périmètre pour le projet a été décidée en conseil des ministres. Il reste maintenant à son initiateur et concepteur, le Président Andry Rajoelina, de lancer les travaux de manière officielle. Aujourd'hui, il est encore pris par d'autres priorités, notamment le *kere* dans le Sud, l'urgence sanitaire due à la pandémie... Ce qui a chamboulé tout le programme. Mais tout est déjà en cours.

Je tiens à souligner que le premier colloque pour les régions Androy et Anosy s'est tenu à Fort Dauphin les 11 et 12 juin. Il a été organisé pour essayer de trouver des solutions rapides et pérennes afin d'éradiquer la famine dans cette partie de l'île. Tous les départements ministériels concernés tels que l'eau, l'aménagement, l'agriculture et l'élevage, l'énergie ou la défense, ont été invités à mobiliser leurs ressources pour pouvoir concerter avec les autorités et les opérateurs locaux ainsi que les partenaires pour trouver des solutions durables. Nous ne devons plus revivre le cauchemar

de cette année et les scènes terribles d'enfants ou de familles décimées par la famine. Il y a des priorités dans tous les domaines à Madagascar.

“ C’est injuste de dire qu’il a réussi ou a échoué sur la problématique du kere ”

Par rapport à ce problème de famine dans le Sud. Nous savons que depuis toujours, chaque année, le kere sévit à un moment donné dans cette partie de l'île. Et cela a été plus fort depuis l'année dernière. Le Président a promis de résoudre ce problème. Cependant, la situation demeure dramatique. Pourrait-on alors dire qu'il a échoué ?

A.A. : Il ne s'agit pas d'un constat par rapport au Président. C'est injuste de dire qu'il a réussi ou a échoué sur une problématique qui était prégnante. Elle résulte de plusieurs facteurs. A travers ce colloque du Sud, nous avons essayé de trouver les solutions. Ce n'est pas qu'une promesse, c'est un devoir aussi bien du chef de l'État que de ses prédécesseurs. Ils avaient le devoir de porter assistance aux populations du Sud. Maintenant, le Président a décidé de prendre le taureau par les cornes. Dans son programme, il s'est lancé le défi de sortir le Sud de ses difficultés chroniques : l'insécurité, la famine, le manque d'eau et surtout l'analphabétisation. Aujourd'hui, le problème de l'éducation dans le sud est dramatique. Près de 47% de la population, surtout des femmes, n'ont pas accès à une éducation de qualité.

À cela s'ajoutent les problématiques liées aux infrastructures. Il est impossible pour le Président de dire qu'on va lancer de grands projets structurants qui soient une fierté pour le pays tandis que le problème du Sud n'est pas encore réglé. Cependant, ce problème de fond concerne une grande partie de la population malgache.

Il n'est pas évident de gérer à la fois l'urgence, les priorités et aussi de réaliser des engagements liés aux promesses électorales. Mais je tiens à féliciter les personnes de bonne volonté ainsi que nos partenaires, qui se sont donné la main dans ce contexte difficile de la pandémie de Covid-19. Je peux le dire, Madagascar ne s'en sort pas si mal par rapport à la situation mondiale. Certes, la Grande île n'est pas indemne, mais elle est mieux vernie que d'autres pays qui affichent un bilan catastrophique sur le plan humain.

Pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Afrique pourrait faire face à une troisième vague. Madagascar serait-il prêt à l'affronter ?

A.A. : Je n'exclus pas le danger pour le continent africain. Nous avons dû faire face à deux vagues. Tout le monde essaye de s'organiser à sa manière. Madagascar est passé de l'utilisation d'un remède traditionnel amélioré, le CVO, renforcé par l'arrivée des vaccins. Nous sommes rentrés dans le dispositif mondial Covax. Il vaut mieux avoir plusieurs cordes à son arc. On ne sait jamais, car il s'agit d'une question de santé publique, d'une préoccupation sociale. Je ne souhaite pas une troisième vague pour l'Afrique, encore moins pour Madagascar, mais si jamais elle nous atteint, je pense que nous avons déjà les solutions. Madagascar ne peut pas s'isoler du monde et adopter des mesures sanitaires restrictives. Cependant, il est trop tôt pour en parler. Ce ne sont que des suppositions

et des analyses qui peuvent être vraies ou fausses. Il faut juste se préparer. Gouverner, c'est prévoir.

Pourquoi le Plan émergence Madagascar (PEM) tarde-t-il à voir le jour ? N'avez-vous pas l'impression que nous avançons à l'aveuglette ?

A.A. : Le PEM est le résultat de la vision Initiative émergence Madagascar (IEM), dans la vision de société initiée par le président de la République. En termes de programmation, la Politique générale de l'État (PGE) regroupe tous les travaux et les programmes annuels de chaque département ministériel, elle concerne de nombreux secteurs. Le Plan Marshall qui a été annoncé est en cours de déploiement. Aujourd'hui, tout cela permet de mieux asseoir le PEM. Pourquoi? Comme je le dis toujours, il faut un minimum de prérequis. Si vous voulez attirer des investisseurs, il faudrait que le cadre réglementaire soit attractif, tout comme les infrastructures. Les partenaires stratégiques ou les fonds d'investissement viennent aussi s'implanter à Madagascar à travers les projets ambitieux et structurants qui répondent à la vision d'émergence, c'est ce qui va différencier le PEM des plans qui ont été faits auparavant.

Le PEM reste un document de référence qui pourrait aider éventuellement le gouvernement malgache à mieux vendre sur le plan marketing chaque projet dans chaque domaine. Par exemple, dans le PEM, quand on annonce qu'une zone d'émergence touristique doit être mise en place dans le triangle Nosy Be – Antsiranana – Ambilobe, cela doit avoir lieu avec des mesures d'accompagnement comme la mise en place de zones portuaires, de zones franches industrielles... Certes, tout cela relève de la vision, mais il faut établir les plans pour attirer les grands investisseurs. La mise aux normes de l'aéroport de Fascène pour pouvoir accueillir de gros porteurs venant de Dubaï s'inscrit dans cette

logique. Sur ce cas précis, les appels d'offres ont été effectués. Au moins cinq aéroports seront modernisés dans toute l'île, pour répondre à l'exigence des standards internationaux. Il s'agit de Morondava, de Fort Dauphin, de Toliara, de Mahajanga, d'Antsiranana et de Nosy Be. Des travaux de fonds ont été menés. Cependant, la fermeture des frontières a tout chamboulé.

“ Il y a beaucoup de spéculations. C'est un constat que je regrette

Le prix du PPN ne cesse d'augmenter, le Président avait promis le litre à 2 500 ariary lors de la campagne électorale. À-t-il échoué dans sa mission de soulager le quotidien malgache ?

A.A. : Il y a beaucoup de spéculations. C'est un constat que je regrette. Mis à part cette situation, le saviez-vous? Pour un conteneur de 20 pieds, le fret est passé de 3 000 à 7 000 dollars. Cela a un impact énorme sur les prix, malgré la volonté d'aller chercher les meilleurs prix par le Président et le gouvernement. La société State procurement of Madagascar (SPM), à travers ses importations, essaye d'atténuer la flambée des prix. À travers elle, l'Etat malgache importe du riz, mais ce n'est qu'une partie qui alimente le marché local, nous n'avons pas pour vocation d'avoir le monopole. Il faut laisser tout le monde amener sa contribution pour satisfaire les besoins locaux. Malheureusement, nous ne maîtrisons pas la flambée des prix comme nous le voulions. La production est l'unique solution à moyen et long termes. D'ailleurs, nous sommes en partenariat avec le gouvernement

chinois pour des semences hybrides qui peuvent atteindre un rendement de 11 tonnes à l'hectare. Les expériences se sont avérées satisfaisantes dans les régions Sofia et Menabe. Toutes ces innovations font partie des efforts à moyen terme que nous devrions vraiment faire pour avoir un impact sur le niveau de vie de chaque malgache, qui, aujourd'hui, est déjà au plus bas.

Par rapport à la corruption. Le vote de la loi sur les Pôles anti-corruption (Pac) a été ajourné par les parlementaires. Pour les observateurs, ces derniers tentent d'ôter les sens même du service anti-corruption. Le Président garde-t-il un œil sur ce dossier ?

A.A. : Je pense que le chef de l'État prend beaucoup de recul et il préfère adopter la neutralité par rapport à l'indépendance de la justice. Il essaie de donner l'exemple autour de lui en annonçant la "tolérance zéro" pour ceux qui essaient d'enfreindre ou qui tentent d'outrepasser la loi abusivement par rapport à leur statut ou à leur position. Ce dossier est détaché de l'Exécutif. Le législatif va élaborer cette loi et il est en charge de l'améliorer ou de la retoucher éventuellement. Ce texte va concerner le pouvoir judiciaire qui va juger et trancher sur des décisions qui peuvent impacter sur la vie de la nation ou même de chaque citoyen. Je ne vais pas émettre trop de commentaires parce que ces deux organes doivent garder leur indépendance. L'équilibre du pouvoir doit émaner d'eux pour que le peuple malgache ait le sentiment de vivre dans un État de droit. Pour qu'il puisse sentir qu'il est encadré par des lois conformes à la bonne gouvernance. Chaque citoyen devrait pouvoir s'épanouir loin de ces maux qui rongent le pays, dont la corruption.

Malgré le fait qu'il soit un fidèle allié du Président, on a l'impression ces derniers temps que le Premier ministre soit un peu à l'écart. Qu'est-ce que vous en pensez ?

A.A. : Je ne pense pas qu'il soit à l'écart. Le Premier ministre, en tant que chef de gouvernement, est constamment sur le chantier. Vous savez qu'il y a, chaque semaine, un conseil de gouvernement qu'il conduit. Le conseil peut durer des heures et des heures. En même temps, il prend part aussi au conseil des ministres qui doit se tenir avec le Président et les membres du gouvernement. Donc, rien qu'avec le nombre de dossiers sur lesquels travailler, il faut vraiment avoir les épaules solides. Le chef du gouvernement est de nature un peu discrète. Je le connais très bien, c'est un bosseur et un fonceur. Il n'est pas de nature extravertie, il préfère garder la sobriété en travaillant dans la discrétion et l'efficacité. J'ai beaucoup d'estime pour lui. Heureusement qu'il était là et qu'il est toujours là pour "apaiser" certaines situations.

La Loi sur l'opposition a consacré une opposition parlementaire. Elle a relégué les autres opposants au second plan. Cette configuration n'est-elle pas dangereuse pour le futur ?

A.A. : Je ne pense pas que ce soit dangereux. Vous savez, la loi doit être une émanation légitime d'une aspiration populaire. Les parlementaires représentent le peuple. Les textes doivent être issus des consultations avec leurs électeurs. Dans ce dessein, le chef de l'opposition doit représenter le peuple, du moins une partie des électeurs. À mon avis, il est tout à fait normal qu'il soit élu. Peut-être qu'il ne devrait pas être forcément un parlementaire, le chef de l'opposition pourrait être un gouverneur, qui devrait être élu prochainement... Il est important que le leader de l'opposition ait été consacré par un mandat électif pour qu'au moins, cela lui confère une certaine stabilité dans l'exercice de ses fonctions en tant que chef de l'opposition.

Quelle devrait être la relation des l'administration avec l'opposition en ce moment ?

A.A. : La relation avec l'opposition ne doit pas être diamétralement opposée, mais elle doit trouver un certain équilibre pour former un tout. Il faut un tout pour faire le monde. Si on arrive à bien harmoniser l'ensemble, on peut amener une harmonie et une paix sociale, un peu comme le yin et le yang ou les touches de piano

qui mettent l'ivoire et l'ébène côte à côte. Si on sait bien les manier, la plus belle des partitions débouche sur une harmonie.

Quels sont les objectifs établis par le Président pour cette dernière partie de son mandat ?

A.A. : L'objectif établi par le président est de travailler sans relâche avec le peuple, pour le peuple. Comme il l'a toujours dit, chacun peut avoir dans son cœur ou entre ses mains une pierre pour rebâtir à nouveau le pays. Quel que soit votre statut social, votre fonction, votre mission, faites ce que vous pouvez là où vous êtes ! Le pays aura besoin de nous tous. Nous sommes avant tout l'enfant de ce pays et nous ne sommes que de passage sur cette terre. Nous devons laisser un bel héritage pour nos descendants pour qu'ils soient fiers de notre parcours, aussi éphémère soit-il sur cette terre.

De l'extérieur, on perçoit des tensions en interne, comment ces tensions sont-elles gérées ? Ne risquent-elles pas de porter atteinte à la dynamique de groupe ?

A.A. : Ce sont des situations courantes dans la gestion des affaires. C'est dû au stress et à beaucoup de facteurs. Il faut relativiser, c'est humain. P

RAPPEL DES PRINCIPAUX "VELIRANO" EN TERMES D'INFRASTRUCTURES



10 hélicoptères pour lutter contre les dahalo



Toamasina devient Miami beach



Parking EPP



Digitalisation des fokontany



Piscine olympique



Tanà-Masoandro, nouvelle ville pour délocaliser les ministères

Bilan politique

Une mi-mandat caractérisée par le vide institutionnel

Du point de vue constitutionnel, le mandat du président Andry Rajoelina est caractérisé par ces tares : un vide institutionnel, de nombreuses situations d'exception, certes inévitables, qui révèlent une centralisation voulue.

MAHAJORO REKANY ET TSLAVO MANANTSOA HERIMANJAKA

Il y avait deux poids, deux mesures quand il fallait forcer les élections sénatoriales en 2020 au motif d'éviter un vide institutionnel, alors que de nombreuses institutions étaient sciemment maintenues vides.

RALLONGE DU MANDAT

Par exemple, le président de la République aurait tout à fait pu éviter le vide institutionnel entre février 2019 et juin 2019. Il aurait pu dissoudre l'Assemblée nationale avant l'expiration du mandat des députés élus en 2013. Dans ce cas, la Constitution prévoit des élections entre 60 et 90 jours après la dissolution. Cela aurait pu éviter la concentration des pouvoirs entre les mains du chef de l'État. Autre exemple, le vide institutionnel ne semble pas incommoder le numéro Un de l'État lorsqu'il s'agit de l'inexistence d'un chef de l'opposition, qui est pourtant bien inscrit dans la Constitution.

Cette situation ne date pas uniquement de l'administration de Andry Rajoelina. On avait pu les vivre depuis celle de Hery Rajaonarimampianina et l'intérim Rivo Rakotovo¹. On peut encore ajouter à cette liste l'absence d'élus régionaux et provinciaux, celle des maires ou de conseillers communaux dans toutes les communes qui n'ont pas eu de Candidats ou dans celles dont les élections ont été annulées par différentes juridictions (tribunal administratif et Conseil

d'État). Ajoutées à cela, des mairies dont le Premier magistrat a été nommé à d'autres fonctions, comme celui de Mahajanga qui est devenu entre-temps gouverneur de la région Boeny. Ce vide institutionnel est illégal et du ressort du gouvernement et non du président de la République. La loi dispose qu'une élection partielle peut être organisée : « (...) quel que soit le motif de vacance de poste, le représentant de l'État saisit immédiatement le tribunal administratif territorialement compétent, lequel procède à la constatation de la vacance de poste. La juridiction notifie sa décision constatant la vacance de poste au ministre chargé de l'Intérieur et de la Décentralisation. Il est procédé à une élection partielle dans les 120 jours à compter de la date du jugement s'y rapportant » (art. 129). En 2024, sous prétexte de Covid-19 ou d'une autre situation d'urgence, il ne faudrait pas rallonger le mandat du président de la République.

SITUATION D'EXCEPTION

Le président Andry Rajoelina a provoqué ou a dû subir trop de situations d'exception. Point n'est besoin de revenir sur le cas de 2019, ce à quoi il faut ajouter les six mois de l'année 2020 et depuis mars 2021. Les conséquences sont révélatrices d'un goût prononcé pour la centralisation. La nomination de gouverneurs est inconstitutionnelle, pourtant elle a été acceptée par la Haute

cour constitutionnelle (HCC). Dans le fond, cette nomination devrait être temporaire, si l'on se réfère à la décision de la cour de céans². La gestion centralisée de la crise entraîne de fortes inégalités. Ainsi, près de 300 000 foyers dans la capitale auraient bénéficié d'aides, selon le directeur de cabinet adjoint de la Commune urbaine d'Antananarivo durant l'état d'urgence. Or, en même temps, le kere, particulièrement sévère, frappait le Sud de Madagascar... P

RÉFÉRENCES

« La loi portant statut de l'opposition : un mal nécessaire », préfacé par le Pr Jean du Bois de Gaudusson et du Dr Kazadi Mplianina éd. L'Harmattan, nov.2016.

LOI N°2014-020 du 27 septembre 2014 Relative aux ressources des Collectivités territoriales décentralisées, aux modalités d'élections, ainsi qu'à l'organisation, au fonctionnement et aux attributions de leurs organes.

De la vacance de siège du chef de l'Exécutif : Art. 128 – Quel que soit le motif de vacance de poste, le représentant de l'État saisit immédiatement le tribunal administratif territorialement compétent, lequel procède à la constatation de la vacance de poste. La juridiction notifie sa décision constatant la vacance de poste au ministre chargé de l'Intérieur et de la Décentralisation.

Art. 129 – Il est procédé à une élection partielle dans les cent vingt (120) jours à compter de la date du jugement s'y rapportant. Les mêmes termes sont applicables pour les conseillers. 2

Article 2. La désignation de l'organe exécutif de la Région par le pouvoir central a un caractère temporaire. Décision n°17-HCC/D3 du 28 novembre 2019 concernant le décret n°2019-1866 du 25 septembre 2019 relatif au Gouverneur.



Décentralisation

La centralisation ouvre la voie au népotisme et au clientélisme politique

L'espoir légitime de la population malgache à chaque échéance électorale est que des mesures de redressement s'adressant aux causes fondamentales des maux déjà connus, reconnus et récurrents depuis quelques décennies soient prises. Mais l'histoire nous a appris qu'après une première période d'exercice du pouvoir – période qui a varié selon les administrations successives –, les lueurs d'espoir de changement semblaient s'estomper progressivement.

HARILANTO RAVELOMANANTSOA

S'il est évident qu'un problème global tel que la pandémie Covid-19 requiert des solutions globales, il n'en reste pas moins vrai que la promotion des solutions initiées conjointement par les acteurs locaux, les communautés de base, les gouvernements nationaux et locaux restera la condition clé du succès du relèvement socioéconomique de la société et des ménages. En effet, l'urgence sanitaire est étroitement liée avec la lutte permanente pour la survie socioéconomique des ménages.

Toutefois, ces solutions ne viendront pas toutes seules sans la volonté de tous ces acteurs de réussir ensemble. Le maintien du capital confiance mutuelle entre la population et le gouvernement qui prend les décisions stratégiques est un facteur majeur de réussite. Malgré l'existence de cadres législatifs et d'institutions spécialisées, les perceptions sur la persistance des malversations, des corruptions et des cas d'impunité, corrélées avec l'absence de transparence et de redevabilité, semblent grandir et nuisent considérablement à l'adhésion sociale aux décisions prises.

RÉGION : UNE FONCTION CHARNIÈRE

La région est la collectivité au niveau intermédiaire qui devait servir d'interface entre le gouvernement central et les communes. Le statut de collectivité de la région est prévu par la Constitution. La région devrait jouer la fonction charnière entre les préoccupations locales et les priorités nationales. En l'absence d'autorité régionale redevable envers les acteurs du territoire, les remontées d'informations s'adressent directement au gouvernement central qui se trouve ainsi rapidement submergé. Cette centralisation du pouvoir, même si ce n'est pas un fait nouveau, n'est pas seulement un handicap au processus de développement, elle ouvre facilement la voie au népotisme et au clientélisme politique, au détriment des maires élus qui doivent prêter allégeance, sous peine d'être sanctionnés ou rayés de la liste des bénéficiaires des transferts de ressources (subventions). L'absence de la région ayant le statut de collectivité fragilise en

même temps l'administration centrale rendue responsable de tous les maux, et qui perd son énergie à mater les revendications sociales sous ses diverses formes.

Il est donc urgent de faire bouger la ligne sur ce niveau de la décentralisation pour la stabilité politique. Il s'agit aussi de concrétiser la territorialisation des politiques publiques, plus que jamais d'actualité, afin de mieux mettre en valeur les territoires et les initiatives qui y émergent. La gestion concertée et la valorisation de nos patrimoines et du foncier au profit de la population en dépendent, car cela affecte prioritairement tous les ruraux qui en représentent les 80%. Enfin, il faut comprendre que la décentralisation ne vise pas seulement le rapprochement de la population au centre de décisions, elle est également le moyen pour répartir de manière équitable les ressources générées à l'échelle du pays, gage de notre stabilité sociale et politique à long terme.

ADMINISTRATION DE PROXIMITÉ

Pour le moment, la commune est le seul niveau de collectivité territoriale décentralisée effective, si la région reste toujours gouvernée par des personnes nommées par le président de la République. Elle a une mission prioritaire d'assurer les services de proximité jusqu'au niveau des *fokontany* et des communautés. Mais à cause du statut des chefs de *fokontany* qui ne sont « pas élus, mais désignés par le chef de district, représentant l'État, soumis hiérarchiquement au ministre de l'Intérieur », une dimension importante de l'administration de proximité échappe quasiment au contrôle des maires élus. Il faudrait redresser rapidement cette incohérence à l'esprit des lois de la décentralisation, qui visent pourtant l'autonomie des collectivités.

LES CO-ENGAGEMENTS EN CHANGEMENTS MESURABLES

L'émergence d'une société civile, y compris les médias, non complaisante, qui se rend visible à travers ses

organisations d'envergure nationales notamment, et qui s'engage à des coalitions et à des co-constructions avec les composantes de l'administration, apporte certainement un nouveau souffle à notre démocratie naissante. Par ailleurs, avec l'officialisation en 2015 des espaces de concertation au niveau des Collectivités décentralisées telles que la Structure locale de concertation (SLC), le pays a fait un pas en avant dans la mise en place effective de la démocratie.

Notons l'absence du Conseil économique, social, culturel et environnemental (CESCE), la dernière institution mentionnée dans la Constitution de 2010 (article 105), qui est un organe de consultation des décisions et politiques publiques, composé essentiellement du secteur privé, des syndicats et de la société civile. Même fragiles et parfois ponctuelles, peu institutionnalisées, toutes formes collaboratives entre la société civile et l'administration étatique à différents niveaux méritent de recevoir l'appui de tous les acteurs. Le défi est la transformation de ces co-engagements en changements mesurables. Sur cet aspect lié au suivi et à l'évaluation du changement, force est de constater que malgré l'adhésion par principe de l'administration à l'esprit de la gestion axée sur les résultats¹, la pratique de la gestion basée sur les moyens reste dominante. Une pratique qui maintient les cloisons entre les divers secteurs et inhibe les synergies intersectorielles. ▢

RÉFÉRENCE

¹ En d'autres termes suivis et évaluations des politiques à partir des indicateurs d'effets, pas uniquement basés sur la quantité de réalisations.

BIO

Harilanto Ravelomanantsoa se définit comme un praticien du développement qui n'hésite pas à apporter ses points de vue sur quelques facettes de l'actualité. En tant que citoyen et professionnel actif dans le domaine du développement, il estime que la gouvernance, la décentralisation du pouvoir et la qualité des services sociaux sont les domaines prioritaires et inévitables en cette période difficile.

Annick Ratsiraka
*Secrétaire nationale de l'Arema,
 fille de l'ancien Président Didier Ratsiraka.*

« L'un des torts de mon père était d'avoir eu raison trop tôt »

Le départ de l'ancien président de la République Didier Ignace Ratsiraka marque un tournant important dans la vie de la Nation. Figure d'autorité et d'érudition, il incarnait l'histoire même de Madagascar. Sa fille, Annick Ratsiraka, nous a autorisés à entrer dans les coulisses de sa vie. Interview.

KARINA ZARAZAFY ET JOSÉ BELALAHY

En tant que fille et plus ou moins bras droit de l'Amiral de son vivant, pourriez-vous nous partager quelle était la vraie vision de votre père pour Madagascar ? Qu'est-ce qui lui tenait vraiment à cœur ?

Annick Ratsiraka (A.R.) : Le plus grand mot pour le définir, et je ne sais pas si l'on peut le définir ainsi, c'est l'indépendance de Madagascar sous toutes ses formes. Une indépendance économique : un pays prospère, une indépendance politique : pouvoir faire et avoir ses propres choix et enfin, une indépendance sociale c'est-à-dire avoir l'équité un peu partout. C'était l'un de ses chevaux de bataille.

Pour vous, qu'est-ce qu'il a pu réaliser dans ce sens ?

A.R. : En premier lieu, les accords de coopération qu'il a signés. C'était la première victoire, car l'objectif était de sortir de la zone franc, ce qui n'était pas évident à l'époque, surtout par rapport au contexte ambiant. Toutes les anciennes colonies d'Afrique étaient encore dans la zone franc. Certains l'ont pris pour un fou, mais aujourd'hui beaucoup de pays luttent pour en sortir. Surtout après la dévaluation du franc CFA, il y a de cela une quinzaine d'années. Ce n'est qu'à l'époque que tout le monde s'est dit qu'il avait raison. Et c'est là un des torts de mon père. C'était d'avoir eu

raison trop tôt et de ne pas avoir pu s'expliquer. Même si on essaie tant bien que mal de s'expliquer, quand on a raison trop tôt, on ne peut pas faire comprendre pourquoi c'est une bonne chose. Remettons-nous dans le contexte des années 70 : à l'époque, le besoin tous des Malgaches était de retrouver la vraie indépendance, même si la République a vu le jour en 1958 et l'indépendance recouvrée en 1960. Avec les accords de coopération, on a coupé le cordon ombilical avec la France, sans avoir coupé les relations. C'était un grand pari. Il fallait arriver au point où chaque partie se dit : « nous nous séparons, mais nous restons bons amis ». Nous avons continué



NOUS TRAVAILLONS POUR LE PARTI, LE PEUPLE ET LA PATRIE. QUE CE SOIT CLAIR, NOUS NE TRAVAILLONS PAS CONTRE QUELQU'UN

à travailler avec la France, à l'avoir comme partenaire technique et financier et même diplomatique. Cela aurait pu être difficile pour nous parce que Madagascar n'était pas forcément dans une situation où il pouvait être totalement indépendant, tout de suite. Une deuxième victoire : nous avons réussi à inscrire auprès des Nations unies le fait que les îles Éparses nous appartiennent. Personne n'a jamais compris cette initiative. Or, aujourd'hui, on en parle beaucoup. À l'époque, et comme toujours, mon père s'est battu et il est allé au front. Cela a été un travail de longue haleine qui a duré de 1972 à 1979. Les travaux de couloir ont poursuivi leur petit bonhomme de chemin entre les tractations, les discussions, les différents sommets... Nous avons dû lutter pour les avoir. Aujourd'hui, les îles Éparses ne sont pas encore des nôtres. Néanmoins, cette inscription auprès des Nations unies était une victoire. Je le réitère : les gens ne comprenaient pas à l'époque quel était

l'intérêt de se battre pour ces petits cailloux au milieu de l'océan. Nous devons poser la question inverse : *"mais qu'est-ce la France en a à faire de ces petits cailloux au milieu d'un océan se situant à 10 000 km d'elle ?"*. Il est difficile de soutenir que ces îles représentent des intérêts stratégiques en termes de zone économique exclusive, de pas géométrique, de richesses du sous-sol, ou encore d'écologie. Grâce à ces îles, la France a le contrôle du Canal de Mozambique. Tous les bateaux qui y passent lui payent des taxes qui devraient pourtant revenir à Madagascar.

Et quels étaient les plus grands obstacles à la concrétisation de cette vision d'une vraie indépendance de Madagascar ?

A.R. : Il y a eu des facteurs géopolitiques comme les différents chocs pétroliers, la chute du mur de Berlin, les accords de la Baule. La politique n'est pas linéaire. Il faut vivre avec son temps et avec les événements. Quand nous

avons essayé d'avoir notre autonomie à tous les niveaux, il y a toujours eu des problèmes. Par exemple, nous avons essayé de mettre en place la politique du riz, mais elle a débouché sur des pénuries. Parlons de ce problème : à l'époque, nous venions de sortir de la zone franc, le choc en pétrolier était survenu en même temps. Madagascar ne pouvait s'approvisionner en riz car la monnaie n'était pas convertible. Ainsi, nous avons dû passer à travers des traders. Imaginez, Madagascar, un pays indépendant, était obligé de passer par ce système ! Ils se chargeaient de convertir la monnaie et d'acheter les produits pour notre compte. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Pour nous qui étions à l'intérieur, nous avons essayé de faire du mieux que nous le pouvions, malgré les critiques profondes et récurrentes. Notons que l'État a voulu solutionner cet approvisionnement en riz, la denrée qui manquait à Madagascar, pour tout le monde, pas seulement pour les nantis. Et cela, on oublie souvent de le dire.

Les attaques contre Didier Ratsiraka et les raccourcis étaient nombreux : “*Ratsiraka, filaharam-bary*”. Personne ne se posait la question du pourquoi de la situation. On aurait pu laisser le riz dans les magasins et dire : “*que ceux qui ont de l’argent s’achètent leur ration*”. Nous nous serions retrouvés dans une situation de spéculation. D’ailleurs, c’est ce qui s’est passé à l’époque. Il y avait du riz, de l’huile et tous les Produits de première nécessité (PPN), mais les spéculateurs les cachaient pour augmenter les prix. L’État s’est interposé et a préféré donner du riz à tout le monde. Je ne dis pas que ceux qui étaient préposés à cette tâche étaient blancs comme neige. Ce sont des choses qui arrivent. Mais on a essayé de donner à tout le monde. Les “*karinem-pokontany*” ont été créés à cet effet. D’ailleurs, ils sont toujours en service. Le Président avait-il tort de vouloir distribuer du riz à tout le monde ? Aujourd’hui, on dit que c’est un tort, mais tout a une raison. Il y a des explications, mais quand on dirige un pays, on n’est pas là non plus pour s’excuser tout le temps.

Pour vous, quels sont les héritages en termes politiques ou de concepts que l’amiral nous a laissés ?

A.R. : Il est difficile de répondre à cette question. Certains sont entrés dans nos mœurs de manière anodine comme notre monnaie. Sans les accords de coopération, Madagascar n’aurait pas eu cette monnaie qu’on utilise tous les jours. Il ne l’a pas créée, mais sans ces accords, Madagascar n’aurait pas eu son franc malagasy. Nous aurions continué à utiliser le CFA. Nous pouvons aussi citer la Banque centrale. Des banques centrales ont été mises en place dans toutes les provinces et même dans les sous-préfectures, comme Manakara, qui concentrait la production du café. Cette initiative était un début de décentralisation. Au fil des années, plusieurs de ces initiatives se sont effondrées. Un des regrets de mon père

était qu’aujourd’hui, il n’y ait plus de banque malgache. Toutes les banques appartiennent à des étrangers. Avant, nous avions toute une flotte. Actuellement, nous n’avons plus un seul bateau. J’en passe des avions de combat. La politique locale a tendance à détruire systématiquement ce qui a été construit. Cela ne devrait pourtant pas être le cas. Le combat qu’il faut mener est de faire en sorte que la politique soit davantage constructive. Le plus bel éléphant blanc qui ait pu exister – je reprends à mon compte ce terme ironique, car un éléphant blanc est beau par sa grandeur et par sa défense faite d’ivoire – et qu’il

“ **Qu’importe le bord politique, il donnait toujours conseil à ceux qui lui demandaient**

ait fait, ce sont les infrastructures éducatives. Mon père a fait en sorte qu’il y ait une École primaire publique (EPP) par *fokontany*, un Collège d’enseignement général (CEG) par *Fivondronana* (arrondissement), un lycée par commune, une université par *faritany* (province). Des écoles professionnalisantes ont vu le jour, comme l’École nationale d’informatique (ENI) de Fianarantsoa ou l’académie Ny Antsika d’Antsirabe ou encore l’Institut national du tourisme et d’hôtellerie (INTH), sans oublier les établissements pour former nos élites, à travers l’Institut national des sciences comptables

et de l’administration d’entreprises (INSCAE) mis en place avec le gouvernement canadien.

Un mythe qui a la peau dure voudrait que l’Amiral est parti emmenant avec lui de nombreux secrets : assassinat de Ratsimandrava, accident de l’appareil ayant transporté le Premier ministre, le colonel Joël Rakotomalala, les affaires de 2002...

C’est certain, il est parti avec tout ce qu’il savait. Je dirais même plus : il est parti avec tout son savoir. Ce qu’il savait n’était pas forcément un secret ; mais son savoir, il a essayé de le partager jusqu’à son dernier souffle. Qu’importe le bord politique, il donnait toujours conseil à ceux qui lui en demandaient. Il a toujours été comme cela, il recevait et écoutait beaucoup de personnes. Peut-être avait-il des secrets car il en savait énormément, il avait énormément d’expériences. Il arrivait toujours à nous surprendre. Certainement, il y a des dossiers dont on ignore toujours l’existence et qu’il ne nous a pas sortis. J’ai vécu 50 ans avec lui et j’en apprenais encore tous les jours. Rappelons qu’il y a certains événements qui se sont passés à huis clos. Seuls lui et les personnes avec qui il était connaissent ces secrets. Les secrets, s’il y en a, sont sûrement connus par d’autres personnes.

A-t-il écrit des mémoires ?

A.R. : Non, il ne les a pas écrits. On a réussi à lui suggérer de faire le livre avec Cécile Lavrard-Meyer (*Didier Ratsiraka, Transition démocratique et pauvreté à Madagascar*, édition Karthala, NDLR) qui est le seul ouvrage gardant précieusement ses témoignages. Je lui avais suggéré d’écrire ses mémoires avant que ce livre ne soit édité. À l’époque, il m’avait répondu : “*je ne peux pas dire certaines choses, car toutes les personnes impliquées sont encore vivantes*”. Donc, certainement, il y a des secrets mais ce ne sont pas les siens. S’il avait

parlé de certains faits, il aurait peut-être blessé certaines personnes. Il ne voulait pas faire cela.

Sur une partie de l'histoire contemporaine malgache en particulier: a-t-il consigné certains événements comme l'assassinat de Richard Ratsimandrava ?

A.R. : On lui attribue l'assassinat de Richard Ratsimandrava parce qu'il lui a succédé, de la même manière que certains l'avaient accusé d'avoir renversé le Président Tsiranana. Il n'a ni renversé Tsiranana ni assassiné Richard Ratsimandrava. En fait, il n'a même pas succédé à Ratsimandrava. Théoriquement, c'est Gilles Andriamahazo qui l'a été. Ce n'est pas parce qu'il a été le chef de l'État qu'il aurait dû être responsable de ce qui s'est passé avec les autres. On a tendance à l'oublier, mais après Tsiranana, quatre personnes se sont succédé : le général Gabriel Ramanantsoa, Gilles Andriamahazo, Richard Ratsimandrava et, enfin, lui. Sur le contexte de l'assassinat, mon père avait toujours soutenu : *"pourquoi est-ce que j'aurai assassiné quelqu'un pour un poste que j'ai refusé ?"* En effet, avant Richard Ratsimandrava, on lui avait proposé le pouvoir. Il a refusé parce que la situation était explosive à l'époque. Après l'assassinat de Ratsimandrava, mon père avait été choisi par ses pairs avec 16 voix sur 18 pour présider la destinée du pays. Il avait le droit et le pouvoir de régner sans partage. Cependant, il a remis en cause ce mandat et il a dit : *"non, il faut que le peuple vote"*. Nous sommes allés aux urnes. Malgré ces faits incontestables, on ne l'a pas écouté. Je pense que si quelqu'un d'autre s'était mis ou se met à prendre son bâton de pèlerin pour dire *"ce n'est pas Ratsiraka qui a assassiné Ratsimandrava"*, on l'écouterait davantage.

Avait-il des regrets particuliers dans la manière dont il a géré le pays ?

A.R. : Quand on gère un pays, on ne le gère pas tout seul. Il y a tout un ensemble de desiderata : les forces politiques en présence, ceux qu'il faut contenter et sans oublier de gérer le quotidien. Certainement, il aurait voulu aller plus vite dans le développement du pays. Mais on ne peut pas courir plus vite

“ Ce n'est pas donné à tout le monde d'avoir été renversé du pouvoir, puis de revenir par la voie des urnes, non par un coup d'État ”

que la musique. Il y avait beaucoup de regrets comme le fait de ne pas avoir mené certains programmes à leurs termes. À chaque fois qu'il était sur le point de marquer un but, on faisait tout pour l'en empêcher. Dans toute l'histoire, Didier Ratsiraka aurait vécu deux faits que très peu de chefs d'États ont connus : il a été évincé du pouvoir de manière non démocratique, et ce, deux fois de suite. Il est revenu par les urnes une fois. Ce n'est pas donné à tout le monde d'avoir été renversé du pouvoir, puis de revenir par la voie des urnes, non par un coup d'État. Pour qu'il n'y ait pas de regrets, il faut tirer des leçons de l'histoire.

Didier Ratsiraka a fondé l'Association pour la renaissance de Madagascar (Arema), parti tout-puissant qui

a décliné au fil des années. Sera-t-il redynamisé ? Y a-t-il un agenda particulier ?

A.R. : Il a fondé ce parti avec un objectif : servir le pays. Aujourd'hui, en tant que Secrétaire national, je me vois entre le marteau et l'enclume. Si ça marche, ce sera parce qu'on a bien fait, tous. Le cas échéant, ce sera de ma faute. Donc, je suis condamnée à réussir, comme diraient certaines personnes. Nous sommes en train de remettre en place toute une administration pour que le jour où je m'en irai, j'aurais un patrimoine à remettre à quelqu'un. Je vais vous dire ceci : quand je suis arrivée, il n'y a pas eu de passation avec mes prédécesseurs. J'ai tout reconstruit comme les *databases*. En ce moment, on est en train de remettre en place les cartes des membres, ce qui est un travail de longue haleine. Nous mettons à jour l'agenda 2021 avec tout ce qui s'est passé : l'anniversaire du parti, le départ de papa et le confinement... Bref, l'agenda il est sous presse. La restructuration de l'Arema concerne également la modification du nom qui a été opérée durant le dernier congrès. Nous sommes repartis sur l'idée de base en changeant le nom du parti en Antoko revolisionera malagasy. Nous sommes revenus à nos fondamentaux. Nous avons repris le logo de 1976 qui était l'angady – 90% des Malgaches sont ruraux –, sans oublier le stylo qui représente les intellectuels, le marteau symbolisant les travailleurs, et, enfin, les deux épées qui expriment la sécurité. Il n'y a pas de progrès sans sécurité. Elle est garante du progrès et du travail des entités à Madagascar. Le slogan est *"antoko, vahoaka, tanindrazana"*. Nous travaillerons pour le parti, le peuple et la patrie. Que ce soit clair, nous ne travaillons pas contre quelqu'un. Certains pensent que lorsqu'on est membre d'un parti, on ne travaille que pour l'organisation. Cela est limitatif.

Que pensez-vous de la thèse sur la fin des grands partis à Madagascar ?

A.R. : Durant les dernières élections municipales, l'Arema a réussi à placer 330 Candidats maires avec leurs listes respectives. Le parti a fait élire 16 Candidats qui sont finalement passés à 13. Après les décomptes finaux, avec 455 000 membres, nous nous sommes rendu compte que nous étions à peu près sur les mêmes statistiques que lors du dernier recensement qu'on avait initié, avant les élections présidentielles de 1996. Après 20 ans d'absence, je l'ai ressenti comme une grande victoire. Dans son malheur, l'Arema est resté plus ou moins constant. Cela veut dire que le parti est bel et bien existant mais qu'il faut le réveiller et le faire bouger. À l'image des autres partis, l'Arema est toujours présent. L'important c'est d'exister. Certains estiment que si les membres d'une formation ne sont pas dans un gouvernement, s'ils n'ont pas de parlementaires, elle n'existe pas sur l'échiquier. La politique n'a pas que les élections comme unique objectif. Elle ne commence ni ne s'arrête aux élections. Ces dernières surviennent à rythme régulier, mais entre-temps, que devraient faire les encartés ? Un parti doit œuvrer pour servir la population en étant à ses côtés. Aujourd'hui, la politique a une très mauvaise image. Un des objectifs de l'Arema est de lui redonner ses lettres de noblesse. Nous devons nous éloigner de la politique politicienne et réellement nous occuper de la cité. On peut œuvrer pour le pays, ce qui ne se fait pas forcément durant les élections. Vous vous en rendez compte : les Candidats se précipitent pour distribuer des t-shirts, des objets du quotidien pendant les propagandes. Je trouve cela très réducteur. Si on veut vraiment agir contre la pauvreté, il faut faire en sorte que ces gens n'aient plus besoin de bénéficier de t-shirts ou de ces objets du quotidien durant les campagnes électorales. Au

lieu d'enfermer ces citoyens dans ce système, il faut trouver des solutions, un moyen de les en extirper. Je n'ai pas la solution miracle, je dis juste qu'il faut pousser la réflexion dans ce sens.

“
C'était
quelqu'un
qui voulait
l'excellence
partout

La présidentielle de 2023 fait-elle partie de l'agenda du parti ?

A.R. : Notre objectif est de repartir sur une politique de parti. Notre Candidat aujourd'hui est...l'Arema. Si nous devons en présenter en 2023, la personne devrait avoir l'aval de tous les membres. C'est pour cela que nous sommes en train de renforcer les bases. Pour le moment, nous n'avons pas d'impératif. Madagascar est notre objectif.

En tant que père, comment était Didier Ratsiraka ?

A.R. : C'était quelqu'un qui voulait l'excellence partout. Nous avons eu des parents absents pendant très longtemps durant notre vie. Ils devaient remplir leur mission. Ce qui est cocasse, c'était souvent à la télé que nous apprenions où étaient notre père et notre mère durant la journée. J'ai quelques petites anecdotes à vous confier : j'avais une télé dans ma chambre sur laquelle je jouais au jeu vidéo Pac-Man. Un jour en rentrant de l'école, je n'avais plus de télé. J'étais étonnée. C'était en 1982, lors du mondial de football. Mon père avait pris son bâton de pèlerin et affichait l'objectif de mettre des relais de la

télévision nationale dans toutes les provinces. Au passage, c'est aussi une innovation qu'il a initiée et qu'on oublie souvent. Avant, la télé n'était accessible que dans la capitale. Pour en revenir à mon histoire, pour que les habitants d'une ville de province puissent voir les matchs, mon père avait pris ma télé et l'avait installée devant la mairie ! Ce genre de situation avait souvent lieu. C'était une façon à lui de nous dire qu'il y a plus grands au-dessus de nous. Notre mère nous disait tout le temps : *“attention, il ne faut pas que votre père se retrouve dans l'obligation de démissionner à cause de vous”*. Il nous incombait de prendre notre responsabilité pour faire en sorte que son mandat soit impeccable en adoptant une attitude modèle. Même si nous étions adolescents, nous comprenions l'importance des enjeux. Il nous était hors de question de nous rebeller. Durant notre enfance, le dicton malgache *“tsy ny tany no fady fa ny vavam-bahoaka”* trouvait tout son sens.

Il était assez discret en ce qui concerne ses enfants, quel héritage idéologique vous a-t-il laissé ?

A.R. : Ce n'est pas ce qu'il nous a transmis à nous, ses enfants, qui est le plus important, c'est plutôt l'héritage collectif, celui de Madagascar, ce qu'on a appris de ce qu'il nous a enseigné. Et là, je ne parle pas d'une simple formation académique. Je parle de *“anatra”*, de ce qu'on a appris dans cet esprit d'indépendance, de sauvegarde et de souveraineté nationale, quels que soient les moyens et la façon de servir le pays. Nous ne sommes pas obligés d'être ministres pour le faire. C'est limitatif, à la limite, alors qu'on pourrait faire beaucoup plus. Il ne faut surtout pas penser : *“je suis trop petit pour servir mon pays”*, chacun peut le faire à n'importe quel niveau, à n'importe quel degré, ici ou ailleurs. **P**

Croissance

Une situation économique mitigée

À mi-mandat de l'actuel président de la République, la situation économique de Madagascar peut être qualifiée de mitigée, en espérant que le meilleur est encore à venir pour un pays qui se veut être émergent.

FANO ANDRIAMAHEFAZAFY

Avant d'aborder le bilan, revenons sur les grandes lignes du programme économique des dirigeants actuels. Si l'on se réfère à la politique générale de l'État, présentée le 31 janvier 2019, les priorités économiques portent notamment sur le doublement de la production d'électricité et la réduction des tarifs de l'énergie, l'industrialisation et le soutien à la production locale, la mise en place d'une banque d'investissement et d'un fonds souverain, l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire d'ici 2024 ; et la réhabilitation et la construction de nouvelles routes.

À LA RECHERCHE (DES BASES) DE L'ÉMERGENCE

Ces priorités s'appuient sur la lutte contre l'insécurité et la corruption, l'amélioration du climat des affaires, le développement de l'agro-business et de l'économie bleue, l'optimisation de l'exploitation des ressources naturelles, l'essor du tourisme, l'augmentation de la surface des terres rizicoles et la hausse du rendement, la création de nouvelles villes et de logement, le développement des secteurs des mines, du gaz et du pétrole.

Après une année 2019 marquée par une croissance relativement modeste de 4,4% du Produit intérieur brut (PIB), la situation économique de 2020 a été gravement marquée par la pandémie de Covid-19 avec un écart de 9% par rapport aux prévisions (moins 4% au lieu de plus 5%). La faiblesse de la demande intérieure et extérieure (interruption du tourisme et baisse des exportations, notamment dans les secteurs minier et textile) ainsi que la perturbation du mouvement des personnes et des marchandises liée à la mise en place des mesures de confinement ont entraîné un effondrement des activités économiques et du revenu par habitant (passé de 540 à 502 dollars). D'après la Banque mondiale, 1,4 million de personnes sont tombées en 2020 dans l'extrême

pauvreté. La réalisation des grandes lignes du programme économique est également perturbée. En outre, les aléas climatiques et des problèmes structurels ont aggravé la situation en matière de sécurité alimentaire.

“ Des problèmes structurels ont aggravé la situation en matière de sécurité alimentaire ”

MOBILISER LES RESSOURCES INTERNATIONALES

La situation économique de 2021 est très incertaine après la deuxième vague de la pandémie de Covid-19 de ces derniers mois. Il sera sûrement difficile d'atteindre les projections de croissance de + 3,2% du PIB et de revenu par habitant de 521 dollars de cette année, sachant que ce revenu estimé est encore inférieur à celui de 2019. La dynamisation des activités économiques et la recherche d'une croissance soutenue vont nécessiter de nouvelles mesures fortes de la part de l'État ainsi qu'un financement assez conséquent. Le Plan Marshall annoncé au second semestre 2020 et les différents programmes d'investissement publics prévus dans la Loi de finances risquent de ne pas suffire.

LES FRUITS DE LA CROISSANCE

Le récent Sommet sur le financement des économies africaines qui s'est tenu à Paris, auquel Madagascar n'a pas participé directement, peut être source d'espoir afin de mobiliser des ressources internationales publiques et privées permettant de relancer les activités économiques. Les principaux défis résident dans notre capacité à créer d'une manière soutenue plus de richesses, à libérer/solutionner les contraintes y afférentes et à mieux répartir les fruits de la croissance entre les différentes catégories de la population. Selon les estimations, l'émergence nécessite une croissance annuelle régulière du PIB supérieure à 8%. P



BIO

Fano Andriamahefazafy est économiste, chercheur au sein du Centre de recherche Centre d'économie et d'éthique pour l'environnement et le développement – Madagascar (C3ED-M) de la mention Économie (Université Antananarivo). Il est également chef du département Économie. Ses activités de recherches portent notamment sur les politiques de développement durable. Il a écrit et coécrit plusieurs articles dans des revues scientifiques et chapitres dans des ouvrages collectifs.

Thierry Rajaona,
*président du Groupement des entreprises de Madagascar
 (Gem)*

« La plupart des projets d'infrastructures en cours ne sont pas des investissements positifs »

Le Gem est l'un des plus importants regroupements économiques nationaux et territoriaux. Présent dans toutes les régions de la Grande île, le groupement représente un poids économique important pour le pays avec un peu plus de 77% des impôts et taxes encaissés par l'État. Son président, Thierry Rajaona, a accepté de nous partager son regard sur les actions de l'administration du point de vue économique.

HILDA HASINJO

Le président de la République arrive à la moitié de son mandat. Sur le plan économique, quel est votre bilan ?

Thierry Rajaona (T.R.) : Je voudrais d'abord remettre mon bilan dans son contexte. L'année 2019 s'est pratiquement bien déroulée. Sur le plan économique, nous avons connu une croissance positive de plus de 5%. Elle s'inscrit dans la continuité de l'année précédente. Il n'y a eu ni rupture positive ni rupture négative. L'ambiance politique a rassuré les opérateurs économiques. Pour la première fois dans notre histoire, deux Présidents réussissaient à faire une passation démocratique. Suite à cette transition politique exceptionnelle, les partenaires techniques et financiers ont rapidement soutenu le redémarrage économique de Madagascar et ont renforcé leur appui. Puis en 2020, les indicateurs au niveau de l'Afrique ont chuté. Nous en connaissons les raisons. En un an, plusieurs années d'efforts ont été réduites à néant. La Grande île se retrouve loin en arrière. Nous avons connu une chute du Produit

intérieur brut (PIB) pour la dernière fois en 2009. Maintenant, malgré l'absence d'indicateurs économiques officiels, nous ressentons encore le poids de ces coups que l'économie a dû subir. Le gouvernement a indiqué un taux de croissance de 3,5% d'ici à la fin de l'année. Cependant, les chiffres sont plutôt mauvais. Les exportations chutent alors que les importations se stabilisent. Ce qui provoque un déficit important dans notre balance commerciale. Le marché des devises s'est uniquement stabilisé grâce aux aides extérieures. Le maintien de la devise est artificiel : les aides sont gardées dans le coffre de l'État en devises pour stabiliser l'ariary au lieu d'être injectées dans l'économie nationale.

Quelles sont les répercussions de ces faits chez les opérateurs économiques ?

T.R. : D'après une enquête que nous avons menée auprès des membres du Gem, les prévisions sont moroses et pessimistes. Si la Loi de finances

n'est pas dynamique dans le sens de l'économie, nous risquons une baisse de la croissance économique. Cela n'ira pas forcément mieux avec la chute du cours de la vanille sur le plan international. Notons deux bonnes nouvelles : la reprise des activités d'Ambatovy, qui redonnera un coup de fouet dans le PIB, et la possibilité de reprise du secteur textile avec la nouvelle donne aux États-Unis. Malgré une discussion suivie et franche avec le gouvernement sur la Loi de finances de laquelle dépend le redressement, le climat des affaires n'a pas pu évoluer. Nous sommes en dessous du potentiel que l'on devrait atteindre.

Pensez-vous que ces deux dernières années auraient pu mieux se passer avec des stratégies et des approches différentes ?

T.R. : 2020 a été une année catastrophique, pas seulement pour Madagascar. Il existe des situations qu'on aurait pu éviter. Certains choix ont, quelque peu, handicapé notre développement. Pour ne citer que le



CERTES, LA PANDÉMIE EST UNE CATASTROPHE MAIS NOUS AURIONS PU BOOSTER LA PRODUCTION LOCALE ET RÉDUIRE NOS IMPORTATIONS

cas de l'industrie minière. La Guinée a dépassé Madagascar. En 2020, elle a connu une croissance de plus de 5% grâce aux mines. Dans la Grande île, le secteur minier a été bloqué. Aucun nouveau permis pour l'exploitation pétrolière n'a été délivré. Pourtant, nous avons un potentiel important qui demeure inexploité. La même année, le gouvernement a manifesté une volonté de mener des dialogues. Cela n'a pas eu lieu. À la place, il a décidé de mettre en œuvre un plan de mitigation dont l'efficacité n'est pas très convaincante. Bien sûr, je ne dirai pas que rien n'a été fait. Le programme *Fihariana* a aidé beaucoup de jeunes à lancer leurs entreprises. Je trouve que cette approche n'est pas assez structurante pour modeler une économie forte.

Vous avez parlé d'une monnaie nationale stable, malgré la crise. Ne serait-ce pas un signe de performance ?

T.R.: J'ai aussi parlé d'une stabilité artificielle. Le pays a pu bénéficier d'une aide extérieure importante, surtout en 2020. Mais au lieu d'injecter ces fonds dans l'économie, en apportant soutien aux opérateurs économiques et à la croissance

économique, le gouvernement a décidé d'une réallocation de ces fonds. Le Plan Marshall de 600 milliards ariary annoncé est resté de la poudre aux yeux. Je continue de croire que si cet argent a été utilisé dans les infrastructures et la mise en place de zones industrielles, la dépréciation du PIB aurait pu être réduite et l'économie stabilisée.

Qu'est-ce qu'on aurait pu faire autrement alors selon vous ?

T.R.: Certes, la pandémie est une catastrophe, mais on aurait pu la tourner à notre avantage. Nous aurions pu booster la production locale et réduire nos importations. L'opportunité était présente. Nous aurions eu le temps et les moyens de relancer notre production locale en investissant dans des projets qui auraient généré davantage d'impacts comme les semences améliorées pour les agriculteurs, la construction de routes, de barrages hydroagricoles et le développement d'autres formes d'aides aux paysans. C'est le moment ou jamais d'atteindre l'autosuffisance rizicole. On aurait pu – on aurait dû,

d'ailleurs – le faire en deux ans. À la place, nous avons choisi l'importation de riz au détriment de nos paysans.

Nous avons quand même vu des efforts d'investissements publics conséquents avec les projets, de grande ou moyenne envergure, dans le secteur des infrastructures...

T.R.: En effet, la construction d'infrastructures a une retombée économique positive. Il aurait fallu le faire depuis plus longtemps en investissant dans les routes nationales 9 et 44 en priorité. Elles représentent de fortes potentialités pour le développement. En fait, les investissements dans les infrastructures sont intéressants dès lors qu'elles permettent d'exploiter une potentialité économique. La plupart des projets en cours ne répondent pas à ce critère, tel est le cas du Colisée ou bien du stade Barea. Ce n'est pas de l'investissement positif à mon sens. Les zones industrielles ou les projets d'investissement dans l'énergie auraient été plus intéressants pour la relance de l'économie.

Le sommet sur la dette africaine a eu lieu au mois de mai dernier. Madagascar n'a pas été invité à l'événement. Quel est votre avis ?

T.R.: Nous sommes l'un des pays les plus pauvres au monde. Nous sommes également l'un des moins aidés. Il faudrait reconnaître que nous avons de vraies difficultés en termes de diplomatie économique. Elle est très faible et pas assez agressive. Bien évidemment, il ne faudrait pas que nous soyons indéfiniment dépendants des aides, mais aujourd'hui, nous en avons encore besoin. Force est de constater que nous ne sommes pas capables de mobiliser les aides internationales alors que beaucoup de possibilités de financement s'offrent à nous, à l'instar de la Chine, des États-Unis et de l'Allemagne. Madagascar ne se mobilise pas assez pour bénéficier de ces financements.

Pour vous, comment peut-on expliquer cette faiblesse ?

T.R.: Je pense que la raison essentielle est que beaucoup de postes diplomatiques ne sont pas pourvus, ce qui n'est pas normal après deux ans et demi au pouvoir. Pourtant, c'est la première étape à franchir pour une administration afin d'être présente dans ces pays. Puis, nous remarquons que la diplomatie économique n'est pas la priorité dans nos ambassades. Les investissements directs étrangers

restent très faibles. Il est clair qu'il faut mettre les ambassades face à leurs responsabilités. Il importe d'améliorer le climat des affaires. Madagascar n'est pas visible sur la scène économique internationale. Notre influence et nos impacts dans les zones économiques comme le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (Comesa) demeurent très limités. En matière d'intégration régionale, nous sommes très loin du compte. Ces opportunités sont très peu exploitées.

Avez-vous proposé des solutions à l'administration pour améliorer la situation économique ?

T.R.: Je l'ai déjà souligné, nous avons sollicité des dialogues avec le gouvernement sur le dossier de la relance. Pour la Loi de finances, nous avons demandé des incitations fiscales qui ne sauraient être que bénéfiques pour les deux parties. Nous avons revendiqué à bénéficier, pour certains secteurs, d'un rabais des tarifs douaniers et fiscaux, tout en promettant une augmentation des recettes fiscales. Dans notre logique, si la fiscalité est davantage incitative, nous allons pouvoir produire à moindre coût. Ce qui aura un impact sur le prix de vente et augmentera naturellement le volume de production. Mais en face, le discours trop récurrent est que l'État a besoin de garantie de recettes. Ce qui fait que notre demande reste souvent lettre morte.

Comme il reste encore la moitié du mandat pour redresser la barre, que faudrait-il améliorer ?

T.R.: Il faut une vision très forte pour le pays. Soyons suffisamment audacieux et profitons de la capacité d'endettement pour relancer le pays. Il faut le préciser, les entreprises ne sont pas dans une réflexion d'un mandat, mais celle du long terme. Nous aimerions que les dirigeants, quels qu'ils soient, voient sur le long terme et nous disent comment ils visualisent Madagascar dans 30 ans. Qu'ils nous fassent rêver ! Nous pensons que le Président était prêt à lancer le pays sur les rails de l'émergence, mais le fait est que le Plan émergence de Madagascar (PEM) ne soit pas encore sorti nous fait dire que nous naviguons à vue. Nous n'avons pas de plan. Le secteur privé travaille actuellement sur une vision à plus long terme, celle de Madagascar 2050, avec les partenaires techniques et financiers. D'ici juillet, nous aimerions présenter ce projet économique. Nous voudrions le partager avec les autorités politiques, pour qu'elles puissent épouser notre vision économique et la décliner en plan quinquennal. L'objectif est de faire en sorte que le secteur économique évolue indépendamment de la situation politique et que l'économie puisse marcher malgré les circonvolutions de la situation politique. P

RAPPEL DES PRINCIPAUX "VELIRANO" EN TERMES ECONOMIQUE

| | | | | | |
|---|--------------------------------------|---|---------------------------------------|---|---|
|  | Égalité homme-femme |  | Priorité de la paix et de la sécurité |  | Travail pour tous les jeunes |
|  | Éducation pour tous |  | Tolérance zéro face à la corruption |  | Aucun salaire pour le Président |
|  | Bourses pour les étudiants à Ankatso |  | 50 000 logements |  | Suppression du Sénat et construction de nouvelles universités avec l'argent épargné |

Noelison Rabearivelo

Syndicaliste et président du Conseil d'administration (PCA) du Fonds malgache de financement de la formation professionnelle (FMFP)

«Le développement de l'emploi n'est point à l'ordre du jour»

Avec une vingtaine d'années de syndicalisme à œuvrer en faveur de l'effectivité du travail décent, permettant le plein épanouissement du travailleur à Madagascar, Noelison Rabearivelo, nous livre son avis par rapport à la situation du monde du travail en cette mi-mandat du Président Andry Rajoelina.

KARINA ZARAZAFY

Selon vous, comment se porte le secteur de l'emploi ?

Noelison Rabearivelo (N.R.) : Après la santé, s'il y a un domaine de la vie du pays qui se porte mal actuellement, c'est indéniablement celui de l'emploi. Hormis certains secteurs d'activités, comme la communication et la télécommunication peut-être, l'ensemble du monde du travail accuse une perte massive d'emplois. Plusieurs milliers d'entreprises, formelles et informelles confondues, se trouvent anéanties par les effets pervers de la pandémie. L'état d'urgence sanitaire décrété par l'État n'a pas été assorti de mesures d'accompagnement nécessaires et suffisantes pour atténuer les chocs subséquents. Des centaines de milliers d'emplois ont été perdus. Les proportions vont de 25 à 100%, pour l'ensemble du secteur privé à Madagascar. Les secteurs du

tourisme et du textile en sont les premières victimes et assurément les derniers à pouvoir se relever. Les autres restent dans l'expectative d'une reprise résiliente, la deuxième vague de variant de la Covid-19 n'a pas aidé les filières à se remettre sur pied. Le redressement du secteur privé malgache est toujours dans l'attente de la concrétisation d'« énigmatiques » programmes d'actions publiques, annoncés à grande pompe par le gouvernement. Le constat d'absence de mesures d'accompagnement est tout aussi valable pour le secteur public au vu des revendications syndicales émanant des différents corps de métiers constituant l'administration publique, à l'instar des agents paramédicaux, des inspecteurs et contrôleurs de travail, des agents de la douane ou ceux de l'éducation nationale en général, etc.

Le président de la République est actuellement à mi-mandat. En termes d'emploi et notamment en ce qui concerne la vision présidentielle de « l'Emploi décent pour tous », où en sommes-nous actuellement par rapport à l'augmentation du nombre d'emplois ?

N.R. : Comme je l'ai évoqué, la tendance tend plutôt vers une perte massive et généralisée d'emplois que vers une croissance. Le secteur du Bâtiment et travaux publics (BTP) couvait l'espoir d'une reprise des activités par l'annonce officielle d'une politique grandiose de développement des infrastructures. Mais selon les médias locaux, quelques 230 entreprises du secteur n'ont pas encore été payées par l'État. Les conséquences toucheraient plusieurs centaines de ménages de travailleurs, regroupant en leur sein des milliers de personnes. Par ailleurs,



LE RÉGIME RAJOELINA SEMBLE MAL PARTI AVEC SON VIRAGE HISTORIQUE MAL NÉGOCIÉ DE 2009

l'agriculture de rente fait aujourd'hui l'objet d'un dysfonctionnement majeur au détriment de milliers de travailleurs agricoles œuvrant dans le secteur. Si l'on ne cite que les filières vanille et litchi qui subissent valse de décisions et de contre-décisions administratives. C'est à se demander où veut-on vraiment en venir.

Qu'en est-il de la formation et de l'appui dans les recherches d'emplois ?

N.R.: Bien que paralysées par les mesures de restrictions de la mobilité et des déplacements, certaines entreprises et institutions de développement du capital humain sont inspirées par les arrêts forcés de travail pour proposer des offres de programmes de formation et d'appui dans le sens d'un relèvement des compétences et des capacités de travail de la main d'œuvre malgache. À ce titre, le Fonds malgache de financement de la formation professionnelle (FMFP), créé par la Loi n° 2015-040 du 9 décembre 2015 portant orientation de la Politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (PNEFP),

a opté pour la continuité de ses services tout au long de la période de pandémie. Les mesures barrières sont mises en place pour faire face à la propagation de la Covid-19. Les services au profit des bénéficiaires de financement de la formation professionnelle pouvaient, tant bien que mal, se poursuivre. Des appels à projet sont lancés selon le programme préétabli. Des formations sont financées et concrétisées auprès des entreprises et associations bénéficiaires, et des actions de suivi-évaluation des résultats des séances de formation ont pu être réalisées. Il faut noter que le FMFP est un fonds privé alimenté par une cotisation sociale émanant des entreprises et sociétés privées implantées à Madagascar. Il est destiné à atténuer le gap des compétences des travailleurs du secteur privé ; ainsi que ceux issus du secteur informel venant en support aux activités des entreprises formelles. Reconnu d'utilité publique, il a également la possibilité de recourir à d'autres ressources auprès des bailleurs de fonds et Partenaires techniques et financiers (PTF) pour se

doter d'un volet équité de financement au bénéfice de l'économie informelle. Le FMFP est régi par l'ordonnance n°60-133 d'octobre 1960.

Toujours par rapport à cette vision présidentielle pour l'emploi, où en sommes-nous en ce qui concerne le renforcement des compétences nationales ?

N.R.: D'aucuns ignorent que le système éducatif malgache est défaillant depuis plusieurs décennies par rapport à son rôle de « producteur de compétences ». Des tentatives de redressement ont été initiées par les régimes successifs. Mais à chaque fois, elles sont réduites à néant par les perversions politiques cycliques. À ce propos, l'on se demande aujourd'hui si le Programme sectoriel de l'éducation (PSE) reste toujours à l'ordre du jour. L'allure semble aller dans le sens d'un anéantissement des compétences nationales au profit d'une politique de matières grises exogènes.

Qu'en est-il de la création d'une agence pour l'emploi ?

N.R.: Il faut savoir que le concept d'agence pour l'emploi n'est pas tout nouveau à Madagascar et a déjà connu sa première génération sous l'empire de la Loi n° 004/2005 du 10/05/2005 portant Politique nationale de l'emploi - PNE. L'Office malgache de la promotion de l'emploi/ Voy Asa Tsimialonjafy (OMPE/VATSI) a été à sa phase de mise en opérationnalité en 2007, avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), puis réduit à néant lorsque sont survenus les événements politiques de 2009. Actuellement, un projet de décret aurait été soumis au gouvernement pour la mise en place d'une autre agence, après avoir passé au crible du Conseil national de travail.

Pensez-vous qu'on aurait pu atteindre ces objectifs du Président si l'on n'avait pas à faire face à la crise sanitaire actuelle ?

N.R.: Répondre à une telle question pourrait relever d'une spéculation. Mais le constat est que, crise ou pas et du point de vue géopolitique, le régime Rajoelina semble mal parti avec son virage historique mal négocié de 2009, et ses écarts d'auto-dimensionnement par rapport au sentier battu avec les partenaires de développement traditionnels de Madagascar. Par ailleurs, le mode de gouvernance des

affaires internes ne fait pas l'unanimité auprès des contribuables. Il se trouve qu'à chaque décision ou mesure prise, à chacune des interventions médiatiques des hauts dignitaires de l'État, les réactions des principaux concernés et de la population en général glissent d'un extrême à l'autre. Allant du « merci Président, 13 à jamais ! » à « quitte le pouvoir ! », avec un basculement de plus en plus dense vers un tragique divorce. En tout cas, le développement de l'emploi n'est point à l'ordre du jour de manière concrète, si l'on se réfère à la construction des grandes infrastructures visibles à ce jour, par la préférence de la Haute intensité d'équipement (HIEQ) au mépris de la Haute intensité de main d'œuvre (Himo).

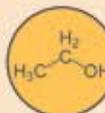
Quelles seraient, à votre avis, les priorités du secteur actuellement ? Et comment devrait-on procéder pour le relever et avancer vers cette vision d'un emploi décent pour tous ?

N.R.: Il faudrait refaire des états généraux de l'emploi dans les secteurs économiques les plus touchés par la crise sanitaire, à travers un rapide diagnostic dans le textile, le tourisme, le développement rural, les BTP...

La priorité des priorités est de sauvegarder l'emploi existant par l'appui au secteur privé, principal

créateur d'emplois ; et de constituer un plan d'urgence de redressement par l'application des séries de mesures d'incitation en faveur de l'emploi. Il conviendrait également de mettre en œuvre d'urgence un large programme de formation professionnelle et d'accompagnement à la reconversion professionnelle ainsi qu'à la création de microentreprises individuelles de survie dans un premier temps, avant de tendre progressivement vers plus de décence dans l'emploi. Sans oublier la nécessité d'ouvrir davantage les portes des organismes publics et parapublics de protection et de prévoyance sociale aux travailleurs œuvrant dans le secteur informel ; sinon en créer (assurance sociale, mutuelle de santé, mutuelle d'épargne et de crédit pro-pauvres avec participation active de l'État). Une vision sincère de promotion de l'emploi pour tous ne peut se réaliser sans la mise en place d'une agence de l'emploi forte, autonome et pérenne. **P**

RAPPEL DES PRINCIPAUX "VELIRANO" EN TERMES SOCIAL

| | | |
|---|--|---|
|  SMIC à 200 000 ariary |  Terrain de 1 Ha par personne |  Panneaux solaires pour lutter contre le délestage |
|  Centrale éolienne à Antsiranana |  Projet éthanol |  Équité dans le développement régional |
|  Vary mora |  Menaka mora |  Voiture Gasycar Made in Madagascar |

Mirado Rakotoharimalala,
Secrétaire général de l'Orange Pro League

« Il nous manque une politique des sports étudiée et cohérente »

Le président de la République ne cesse de véhiculer une image de jeunesse et de dynamisme. Pour lui, le sport est un vecteur incontournable pour un mandat réussi. Le point avec un acteur du secteur.

RAOTO ANDRIAMANAMBE

Pour vous qui êtes dans le monde du sport, comment percevez-vous le bilan de l'administration actuelle pour le secteur ?

Je suis partagé. Dans un premier temps, je dois reconnaître les efforts de l'État par rapport aux investissements qu'il fait en matière de sport. Je citerai la réhabilitation ou la construction d'infrastructures sportives dans les quatre coins de l'île, et l'appui pour les équipes nationales, notamment du football durant la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2019 puis les éliminatoires pour la CAN 2021. Je pense qu'aucun régime n'a autant investi dans le sport. Ce qui est un point positif et louable pour l'administration actuelle.

Par contre, là où le monde sportif de Madagascar a attendu l'administration, c'est au niveau de la gestion de cette dernière face à la crise sanitaire. Par exemple : quel plan de contingence aurait-on dû adopter pour le sport ? En effet, la pandémie de la Covid-19 a lourdement touché le secteur du sport,

dans la mesure où les athlètes étaient contraints d'arrêter leurs activités pendant un laps de temps relativement long. Ce qui n'a pas du tout été bénéfique pour eux sportivement. Puis financièrement, la crise a été difficile pour tous les acteurs du monde sportif qui ont vu leurs revenus considérablement réduits voire coupés. Malheureusement, pendant les mois d'inactivités, le milieu sportif a été oublié par l'administration. On a remarqué l'absence de soutien de cette dernière et actuellement, certaines disciplines n'arrivent pas encore à reprendre leurs activités.

Enfin, on reproche souvent à l'administration le manque de cohérence dans les décisions prises en matière de sport, jugées hâtives et sans vision à long terme. À quoi ces décisions vont-elles servir ? À quelle suite logique et quelle optique sont-elles prises ? Quels impacts sont attendus dans un laps de temps donné ? Après, si on veut évaluer les performances de l'administration

actuelle sur le monde du sport de manière très simpliste, disons d'abord que 2019 a été une année réussie avec les Barea. Puis 2020 a été un échec, sans activités notables, la crise n'aidant pas. Enfin, 2021 a été un semi-échec, avec, d'un côté, la non-qualification des Barea pour la Can 2021 et de l'autre, la livraison des infrastructures construites ou réhabilitées.

En ce qui concerne le football, la participation à la Can est-elle une preuve de la politique que cette administration a menée ?

Justement, il nous manque à ce jour une politique des sports étudiée et cohérente. En parcourant le site web du ministère de la Jeunesse et des Sports, nous apercevons que les dernières discussions autour de l'établissement d'une politique nationale des sports à Madagascar remontent à fin mai 2014. Le régime de l'époque s'est réuni avec les mouvements sportifs, les institutions partenaires et les journalistes sportifs, dans le but de mettre en place puis d'appliquer



LES INFRASTRUCTURES SPORTIVES SONT PRIMORDIALES POUR DÉVELOPPER ET PROMOUVOIR LE SPORT DANS UN PAYS

une politique des sports qui répond au contexte local. À ce jour, rien n'a encore été proposé. Si une loi sur la politique nationale de la Jeunesse a bel et bien été promulguée le 3 février 2016 avec une vision définie jusqu'en 2025, du côté de la Place Goulette à Ambohitovo, on tâtonne encore sur le volet sports.

Par conséquent, en l'absence d'une politique bien établie et de stratégies concrètes qui pourraient cadrer les activités de l'administration dans le domaine sportif à Madagascar, les observateurs pourraient qualifier les initiatives de l'État comme étant ponctuelles, irrégulières et sans études particulières quant à leurs impacts. Pour revenir à la Can 2019, il faut rappeler que la première qualification à cette compétition nationale a été le fruit d'un gros travail de plusieurs acteurs : les joueurs, le staff technique, la Fédération malagasy de football (FMF), les partenaires privés, les médias ou encore les supporters.

Par contre, l'administration a répondu présent dès la confirmation des tickets pour l'Égypte. À ce moment, la FMF a été mise sous l'égide d'un comité de normalisation, et la contribution de l'État pour booster les Barea a été très bénéfique. Le Président et le ministre de la Jeunesse et des Sports ont été au chevet des Barea durant la campagne Can 2019. Il s'agissait d'une grande première pour la Nation, et nous nous sommes hissés jusqu'en quarts de finale. L'euphorie autour de la Can 2019 et surtout l'engouement vécu au retour de nos porte-fanions à Madagascar après la compétition continentale ont peut-être fait comprendre à l'administration la puissance du sport, notamment du football, au sein d'une société, d'un pays. C'est peut-être à ce moment que l'administration a compris qu'il faut investir dans le football. Et ils l'ont fait avec malheureusement moins de réussite sur le terrain car Madagascar ne s'est pas qualifié pour la Can 2021

; une qualification qui était pourtant à portée de main. Encore une fois, les observateurs saisissent l'absence d'une réelle stratégie appliquée par l'État par rapport aux investissements dans le sport. L'État a, osons le dire, tout misé sur les Barea pour une qualification à la prochaine Can, mais qu'en est-il concrètement de la relève, du sport local professionnel à Madagascar, et des autres disciplines ? Autant de questions à répondre...

Quels sont les défis à surmonter en matière de sport ?

Proposons, puis appliquons une politique nationale des sports bien cohérente à Madagascar. Responsabilisons tous les éléments de l'écosystème et revoyons leurs apports respectifs : la gouvernance des organisations sportives, le management sportif, le sport professionnel et les athlètes de haut niveau, la relève, le sport de masse, le sport inclusif, l'appui des sponsors

privés, le soutien du média sportif notamment en termes de couverture nationale (audiovisuel, droits TV)...

Nous sommes à une époque où la passion et l'investissement sans stratégies logiques ne suffisent plus pour avancer, atteindre des résultats probants et par conséquent aboutir aux impacts espérés. Il nous faut de la matière grise, de la maîtrise du sujet, de la connaissance, des études, de la politique bien ficelée et bien évidemment une vision du sport à Madagascar. Il n'y a pas de miracles dans le monde du sport. Nous devons savoir où nous en sommes, puis savoir où nous irons, et avec qui.

L'administration actuelle a choisi une politique résolument offensive en termes de construction d'infrastructures sportives, que répondez-vous aux détracteurs qui estiment que ce n'est pas une réelle priorité ?

Les infrastructures sportives sont primordiales pour développer et promouvoir le sport dans un pays. C'est d'autant vital pour Madagascar qui compte plus de 26 millions d'habitants dont les 2/3 sont en-dessous de l'âge de 25 ans. Le sport est en effet un vecteur de développement et impacte sur le macro-environnement d'un pays. Tout d'abord, sur le plan économique, le sport est une source de création d'emplois. Les infrastructures entraînent le recrutement de personnel pour les gérer et les entretenir, la multiplication de clubs qui peuvent en jouir, et par extension

des joueurs susceptibles de percevoir des salaires ou indemnités. Cela va bien évidemment se synchroniser avec une bonne politique de sports qui touche le monde sportif professionnel à Madagascar. Ensuite, sur le plan social, le sport peut largement contribuer à l'éducation à travers de

“ *Il nous faut de la matière grise, de la maîtrise du sujet, de la connaissance, des études, de la politique bien ficelée* ”

nombreux programmes applicables sur et en dehors du terrain. L'impact sur la santé peut également être mis en avant. Enfin, et non le moindre, le volet politique peut être largement exploité. Nous avons vécu l'ère 2019. Le sport est un véritable vecteur de cohésion sociale, fédère tout un peuple et suscite la fierté de tout un pays.

Il revient sans doute à l'administration actuelle de communiquer sur les vertus du sport, et donc sur les raisons de ses investissements dans le secteur. P

BIO

Mirado Rakotoharimalala est titulaire d'un Master (Sc) in Sport Management and the Business of Football, délivré par Birkbeck, University of London, au Royaume-Uni. Il a également suivi un Master I en administration à l'Institut national des sciences comptables et de l'administration d'entreprises (INSCAE) (2012), et a obtenu deux diplômes de licence de cet institut (comptabilité et finances en 2011 et administration des entreprises en 2009).

Il est consultant sportif depuis 2014, et agit depuis 2019 en tant que Secrétaire général de l'Orange Pro League, l'unique ligue sportive majeure à Madagascar. Auparavant, il a occupé la fonction de directeur marketing et communication à la Fédération malagasy de football (FMF) (2013-2017). À partir de 2016, Mirado a également exercé les fonctions d'officier média de la Confédération africaine de football (CAF), du Conseil de l'Association sud-africaine de football (COSAFA), et aussi de l'équipe nationale de Madagascar «Barea». YLTP 2019.

RAPPEL DES PRINCIPAUX "VELIRANO" EN TERMES SPORTIF



Piscine olympique



Palais des sports dans les 6 provinces



Infrastructures et bourses sportives



Personnes en situation de handicap

Un bilan effroyablement vide

Les personnes en situation de handicap ont toujours été ignorées à Madagascar. Pour nos dirigeants, s'occuper du handicap n'est visiblement qu'une conditionnalité à remplir afin d'obtenir un financement extérieur.

MBOLATIANA RAVELORIMISA

Les politiques publiques qui devraient se décliner en budget étatique destiné à améliorer la vie des personnes ayant des besoins spécifiques sont inexistantes. Le gouvernement en parle rarement et les investissements réels tardent à voir le jour.

SOUFFRANCE COMMUNE

Dans le monde entier, les prises en charge adaptées et continues pour les personnes en situation de handicap, celles avec une différence dont les autistes, restent un grand combat. On constate que les familles aux États-Unis, comme celles en France, en Corée du Nord, à Mayotte ou en Russie, vivent des difficultés similaires. Une souffrance commune vécue par les parents et les fratries, par les aidants et les associations. Certes, des facilités et une certaine qualité de prise en charge existent dans les pays plus avancés. Par contre, dans les pays pauvres les familles sont totalement laissées à elles-mêmes. C'est le cas à Madagascar.

L'année qui s'est écoulée depuis la déclaration de l'état d'urgence par le gouvernement malgache face à la pandémie de la Covid-19 cristallise le bilan que nous pouvons émettre. Les décisions sont prises sans tenir compte de la diversité de la population et de la vulnérabilité d'une

frange des Malgaches. Les personnes en situation de handicap ont été privées de bon nombre de leurs droits.

ACCOMPAGNEMENTS SANITAIRES ET ÉDUCATIFS

Concernant les droits à la santé et à l'éducation, le bilan est négatif. Durant les périodes difficiles du confinement, toutes les structures de prise en charge ont été fermées au même titre que les écoles. Pourtant, il est crucial pour les personnes avec des besoins spécifiques de poursuivre les accompagnements sanitaires et éducatifs. Les familles, les éducateurs et les associations ont lancé des cris d'alerte sur les risques de dégradation de l'état de santé des personnes ayant des besoins spécifiques. Les médias ont relayé ces annonces mais force est de constater que ces cris étaient vains. Malheureusement, ils n'ont pas trouvé des oreilles attentives auprès des dirigeants.

Notons également qu'aucune prise en charge sociale n'est réellement disponible à Madagascar en particulier pour les personnes en situation de handicap. Pourtant, les accompagnements et les soins coûtent cher et sont centralisés dans la capitale. Par mois, un enfant autiste peut facilement avoir besoin

d'accompagnements spécifiques d'environ un million d'ariary. D'où la fragilité multiple des familles. Les ressources financières ont diminué. Le confinement a augmenté les tensions au sein de la société qui se transforment en violences à multifacettes; les pressions morales et physiques sur les aidants sont insoutenables.

GESTICULATIONS

D'une manière très sporadique, des « aides » auraient été octroyées à une infime partie des personnes en situation de handicap. Il est fâcheux de voir que ces gesticulations ressemblent plus à des œuvres de bienfaisance alors qu'il devrait pourtant s'agir de droits. La théorie dit que tous les êtres humains naissent égaux et jouissent des mêmes droits. La pratique est tout autre : les personnes en situation de handicap sont toujours considérées comme des « mi-citoyens » qui n'existent que quand on veut bien s'afficher avec eux pour démontrer une certaine action de « pitié ». Les tentatives pour avoir les droits sont multiples, les personnes en situation de handicap dénoncent les pratiques. Sont-elles entendues? Sont-elles écoutées? Jusque-là, les réponses restent effroyablement vides. **P**



L'hiver allemand arrive

C'est une triade d'adieu annoncée. Une époque touche à sa fin. L'Allemagne se prépare au changement. L'année 2021 restera dans l'histoire comme l'année que beaucoup espéraient pour le printemps, mais qui annonçait un long hiver.

Jogi Löw. Qui n'aime pas repenser à l'extase et la joie immense lors de la Coupe du monde de football en 2014, lorsqu'il a emmené une génération de joueurs matures et talentueux pour vers le titre suprême pour un footballeur. Son coaching pour avoir fait rentrer le buteur unique de la finale ne sera pas oublié face à l'Argentine. Cependant, nous nous souviendrons également de la baisse progressive de la qualité de jeu de l'équipe nationale allemande, dans les années qui ont suivi. L'équipe a perdu son sens du collectif. Jogi Löw s'en va. Il n'était pas un visionnaire. Il a géré l'équipe au lieu de l'emmener de manière ludique et tactique au XXI^e siècle. Cela a eu des conséquences pour le football allemand dans son ensemble, qui n'est pas seulement la classe moyenne dans son segment supérieur en 2021, au mieux.

Angela Merkel. Elle a repris la chancellerie après une ère de réformes initiée par la social-démocratie allemande. Son calme était apprécié à une époque où les scandales médiatiques se succédaient. À l'étranger, les gens se frottaient parfois les yeux, un peu déconcertés, lorsque des photos d'elle circulaient dans un supermarché, tandis qu'ailleurs une escorte présidentielle se frayait un chemin dans la circulation de la ville. Angela Merkel s'en va. Elle n'était pas

une visionnaire. Ce qui reste, c'est un pays qui a été administré pendant 16 ans, au lieu de le mener politiquement, économiquement et socialement au XXI^e siècle. Cela a eu des conséquences pour la société dans son ensemble, qui a perdu à la fois son image de soi et sa boussole dans une certaine mesure.

Claus Cleber. Peut-être que vous n'avez jamais entendu parler de lui. L'homme est le présentateur du plus important programme d'information de la télévision allemande. Pendant des années, il a résumé le destin de l'Allemagne, de l'Europe ou du monde d'une manière qui a également permis aux laïcs de comprendre les interrelations d'un monde de plus en plus complexe. Grâce à lui, des liens sont soudainement devenus clairs entre le facteur A et B, qui, à première vue, n'ont rien à voir l'un avec l'autre. Sa qualité professionnelle est incontestable. Il a réussi ce que les générations suivantes de journalistes n'ont pas réussi à faire : devenir une institution. Claus Cleber s'en va. Il n'était pas un visionnaire, mais au moins il était à la hauteur de sa tâche professionnelle. Cela le distingue de Jogi Löw et d'Angela Merkel. Le manque de compétences qui se dessine actuellement sera probablement comblé par une plus grande Facebookisation de l'industrie de l'information avec toutes les conséquences.

Tous ces adieux laissent des lacunes qui doivent être comblées. Si l'on fixe des exigences supérieures à la moyenne sur ce qu'une société doit être en mesure de faire à ses élites, il ne semble pas que cela soit

une réussite actuellement. L'Allemagne de l'année 2021 a en tête un hiver social, dont personne ne sait exactement la durée. Cette phase devient amère et déprimante. Une seule chose est sûre : le pays aspire à un élan de modernisation et est actuellement à la recherche d'un nouveau barreur pour orchestrer professionnellement un printemps allemand. Les tâches sont immenses. Le développement en Allemagne, en Europe et dans le monde a besoin non seulement d'un modérateur opérationnel, mais aussi d'un leadership politique ; mais qui peut être à l'avant-garde d'un nouveau départ qui, non seulement modernise l'Allemagne, mais arrête le changement climatique et sauve le multilatéralisme, entre autres ?

En septembre, il y aura des élections en Allemagne. La question n'est pas de savoir qui a le meilleur concept d'assurance retraite ou qui propose les mesures les plus sévères pour protéger le climat. Les élections se gagnent par les émotions. La question est de savoir qui incarne une nouvelle ère, qui sera pour le pays une boussole et, surtout, la confiance en sa propre force pour s'aider. Aucun des partis en Allemagne, ni leurs candidats ne servent actuellement ce côté émotionnel. Cela me fait craindre le fait que le pays continue de se gouverner par lui-même au cours de l'année 2022, au lieu de s'aventurer dans une nouvelle ère. Cela me fait craindre que l'hiver allemand ne dure un peu plus longtemps que nécessaire et soit espéré par beaucoup. P

Telegrama

NY PODCAST HO AN'I MADAGASIKARA



- **Interviews et discussions** permettant de promouvoir des **opinions**.
- Des **idées** ou des **réflexions** d'experts, de leaders d'opinions, d'activistes ou encore de personnalités politiques.
- Différents **sujets pertinents et innovants** abordés : **économie, politique, social, culture, environnement**.

Accédez à nos podcasts sur :

www.telegrama.mg

Les épisodes sont également disponibles sur **Facebook, YouTube, Apple Podcasts, Google Podcasts, Spotify et Soundcloud**

politikā



VIVONS
LA POLITIQUE
DIFFÉREMMENT